Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerisches Recht = Revue de droit suisse = Rivista di diritto svizzero = Revista da dretg svizzer : Halbband II. Referate und Mitteilungen des SJV

Herausgeber: Schweizerischer Juristenverein

Band: 40 (1921)

Rubrik: Protokoll der 56. Jahresversammlung des Schweizerischen Juristenvereins

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Protokoll der 56. Jahresversammlung

des

Schweizerischen Juristenvereins

am 12. und 13. September 1921 im Grossrats-Saal in St. Gallen.

Sitzung vom 12. September.

Vorsitzender: Herr **Albert Gampert,** Notar, in Genf.

I.

Le Président ouvre la séance par l'allocution suivante:

Messieurs et chers collègues,

Lorsque la période des vacances est terminée ou touche à son terme, c'est, avant de reprendre le labeur professionnel, avec une satisfaction toujours nouvelle que les membres les plus fidèles de notre société se réunissent, tantôt dans une région de notre pays, tantôt dans une autre, pour reprendre contact les uns avec les autres, pour entretenir ou nouer des relations amicales, tout en s'instruisant, grâce aux savants travaux que quelques-uns de nos collègues ont bien voulu préparer à leur intention, en y sacrifiant parfois le temps qu'ils destinaient à leurs vacances. En ouvrant cette réunion annuelle que, depuis fort longtemps, nous n'avions pas tenue dans la Suisse orientale, notre premier devoir est de remercier nos collègues de St-Gall de l'invitation qu'ils nous ont adressée et de l'accueil si cordial qu'il nous ont réservé.

Avant d'aborder les sujets de discussion de cette réunion, j'ai à vous rendre compte de l'activité de votre comité depuis notre dernière réunion, à Bâle.

Le recrutement des membres de la Société continue à être manifestement insuffisant, par rapport au nombre des juristes que nous possédons en Suisse. Au mois d'octobre 1920, notre Société comptait 921 membres. Il n'a été admis, au cours de l'année, que 11 nouveaux membres, alors que nous avons perdu 29 membres, par suite de décès ou de démissions, ce qui en a réduit le nombre à 903. Il est vraiment regrettable que les jeunes juristes, au début de leur carrière, ne viennent pas plus nombreux grossir nos rangs. C'est aux plus anciens à leur faire comprendre l'intérêt qu'il y aurait, pour eux, à entrer dans une société qui est largement ouverte à tous ceux pour lesquels les questions juridiques ont quelqu'attrait et qui, pour exercer l'influence à laquelle elle est en droit de prétendre, devrait grouper tous ceux auxquels tient à cœur le développement des institutions juridiques de notre pays.

Ont été admis à faire partie de la société depuis la réunion de Bâle:

E. Georg, Dr., Secrétaire de la Direction du Comptoir d'Escompte de Genève.
Lucien Levaillant, Dr., Advokat, Basel.
A. Frey, Dr., Fürsprecher, Baden.
P. Müller, Gerichtspräsident, Baden.
P. Conrad, Fürsprecher, Baden.
Victor Gautier, avocat, Genève.
Alb. Lotz, Dr., Advokat, Basel.
Francois Guisan, Dr., professeur, Lausanne.
Walter Beyli, Fürsprecher, Aarau.
Irmiger, Dr., Fürsprecher, Lenzburg.
F. Voser, Dr., Fürsprecher, Baden.

Le peu de succès qu'ont rencontré, ces deux dernières années, les sujets de concours, semble malheureusement dénoter peu de zèle de la part de nos jeunes juristes. Car, cette année encore, comme l'an dernier, aucun travail n'a été présenté au concours.

Le sujet proposé était: L'obligation de la bonne foi (Treu und Glauben). Nous voulons espérer que le sujet d'un intérêt plus pratique et plus immédiat proposé pour 1922 sera accueilli avec plus de faveur. Il s'agit de: Examen critique de la législation exceptionnelle en matière de bail à loyer (Kritische Würdigung des Mietnotrechts). Si, pour l'avenir, vous pouvez nous indiquer des sujets qui tentent davantage des concurrents, nous vous en serons fort reconnaissants.

Nous avons à vous signaler une modification que nous avons dû introduire dans la publication des Verhandlungen de notre société. Jusqu'à présent, les rapports présentés à nos assemblées générales, ainsi que les procès-verbaux de celles-ci étaient imprimés à part par les éditeurs de la Zeitschrift für Schweizerisches Recht et envoyés, chacun séparément, aux membres de la société. Puis, ils étaient ensuite réunis ensemble et insérés dans la Zeitschrift. Il en résultait des doubles frais d'une certaine importance, car les membres de la société abonnés à la Zeitschrift recevaient à double les publications de la société, ce qui était superflu. Notre contrat avec les éditeurs de la Zeitschrift étant arrivé à son terme, nous n'aurions pu le renouveler dans les mêmes conditions qu'avec une notable augmentation des frais résultant du renchérissement du coût de l'impression et de l'expédition. La question se posait donc de savoir si nous voulions publier nous-mêmes les rapports et procès-verbaux de la société ou si nous préférions continuer à rester unis à la Zeitschrift, sans qu'il résulte, pour nous, une trop forte augmentation de dépenses. Cette dernière solution nous a semblé la meilleure, car elle permettait de maintenir l'union étroite qui existe déjà de longue date entre notre société et la revue, digne à tous les points de vue de notre intérêt, qu'est la Zeitschrift. Nous avons donc conclu, pour une année et à titre d'essai, un nouveau contrat avec les éditeurs de cette revue, d'après lequel ceux-ci se chargent de l'impression et de la publication

der Verhandlungen, c'est à dire des rapports et des procès-verbaux de notre société, à de nouvelles conditions de prix sur lesquelles nous nous sommes mis d'accord. Mais, afin d'économiser, autant que possible, des frais, les mémoires des rapporteurs ne seront plus envoyés chacun séparément avant l'Assemblée générale. Ils seront tous réunis en un seul fascicule qui formera un numéro spécial de la Zeitschrift, lequel sera envoyé à tous les membres de la société, avant la réunion annuelle. Le procès-verbal de cette assemblée sera joint au dernier numéro de l'année de la Zeitschrift et sera également envoyé à nos membres. Les rapports et procès-verbaux de notre société ne constitueront donc plus une publication à part; ils seront incorporés à la Zeitschrift. Il en résultera la conséquence que nos rapporteurs devront dorénavant remettre leurs travaux en temps voulu, avant l'assemblée générale, de telle manière qu'ils puissent être imprimés ensemble et que le numéro de la Zeitschrift qui les renfermera puisse parvenir aux membres de la société avant l'assemblée. Puis, comme un certain nombre de membres de la société sont aussi abonnés à la Zeitschrift et qu'ils recevraient ainsi à double les Verhandlungen, il leur a été demandé, afin d'éviter des frais inutiles, de renoncer à l'envoi des Verhandlungen auquel ils auraient droit comme membres de la société. Nous espérons que cet arrangement donnera satisfaction à nos sociétaires, tout en ménageant nos finances.

Au commencement du mois de juillet, les membres suisses de la Cour d'arbitrage de la Haye nous ont informés qu'en vertu des décisions prises par l'Assemblée de la Sociétés des Nations, ils étaient appelés à présenter deux suisses et deux étrangers comme candidats aux fonctions de membres de la Cour permanente internationale de justice de la Société des Nations, après avoir, au préalable, consulté, entr'autres, les associations suisses de juristes. Notre société était donc invitée à faire parvenir aux membres suisses de la Cour d'arbitrage des propositions

au sujet des candidatures à présenter. Le délai qui était fixé pour faire ces propositions étant très court, puisqu'il expirait le 14 juillet, il n'était pas possible de consulter la société à ce sujet. Le comité a donc pris sur lui de faire des propositions en ce qui concerne les candidats suisses et a répondu, pour les candidats étrangers, qu'il n'était pas suffisamment renseigné pour pouvoir émettre un avis en connaissance de cause. Vous avez appris par les journaux que, depuis lors, les membres suisses de la Cour d'arbitrage de la Haye avaient présenté leurs candidats. L'élection définitive des membres de la Cour permanente internationale de justice aura lieu dans l'Assemblée de la Société des Nations actuellement réunie à Genève.

Vous avez, Messieurs, dans votre dernière réunion, pris à l'unanimité une résolution en vertu de laquelle le comité a été autorisé à reprendre, avec tous les droits et le matériel, les travaux préparatoires d'un Code de procédure civil suisse élaborés par Mr. le juge fédéral *Schurter*, pour autant qu'ils sont rédigés et de fixer les conditions de la reprise. Le comité a été, en outre, autorisé à confier la suite des travaux à une personne compétente et de convenir avec elle des conditions.

La Société suisse des juristes avait, comme vous le savez, à la suite d'une résolution prise à St-Gall, en 1900, chargé Mr. le juge fédéral Schurter d'entreprendre les études préliminaires historiques et systématiques nécessaires en vue de l'élaboration d'un Code de procédure civile suisse. Mr. Schurter avait entrepris ce travail sur une base extrêmement large et avait accumulé une quantité considérable de matériaux, dont il avait déjà utilisé une notable partie pour la composition d'un ouvrage qui aurait été très étendu. Quelques parties de cet ouvrage étaient entièrement rédigées, d'autres étaient préparées, lorsqu'il a été terrassé par une grave maladie. Il était malheureusement certain que celui qui avait entrepris ce travail avec un véritable enthousiasme, qui y avait consacré 20 ans de labeur, ne pourrait pas l'achever. Cette

certitude est devenue une triste réalité, car, en février 1921, la mort a enlevé Mr. Schurter et mis fin à sa belle carrière. Il s'agissait de savoir de quelle manière et sous quelle forme les fruits de ce travail immense pourraient être mis en valeur et comment la publication de l'ouvrage commencé pourrait être entreprise. La famille de Mr. Schurter a bien voulu mettre à notre disposition les notes et manuscrits laissés par lui. Ces documents ont été examinés par une délégation de notre comité composée de Mr. le juge fédéral *Couchepin* et de Mr. le professeur *Thormann*, ainsi que par Mr. le professeur *Fritsche*, avec lequel Mr. Schurter s'était déjà entretenu de son oeuvre.

Du rapport qui nous a été présenté par Mr. Fritsche, il résulte que l'ouvrage entrepris par Mr. Schurter est très avancé. Certaines parties seraient mûres pour être publiées, d'autres sont encore à l'état d'ébauches. Il y a là une somme énorme d'un travail consciencieux et d'une grande valeur scientifique. L'auteur avait réuni une quantité de matériaux et de documents sur les procédures cantonales et fédérale et les avait assemblés et coordonnés avec une méthode impeccable. Les bases, posées par Mr. Schurter lui-même, de l'édifice qu'il se proposait de construire, les matériaux qu'il avait accumulés pour l'édifier, le plan qu'il en avait tracé, ainsi que les fragments qu'il en avait achevés, montrent quelle ampleur et quelle importance aurait eues ce monument scientifique.

La première partie d'un premier volume comprend l'histoire des procédures cantonales présentées sous forme de monographies, dont quelques-unes sont très détaillées. Cette partie de l'ouvrage est à peu près achevée et rédigée. Elle présente un intérêt historique et scientifique indiscutable.

La seconde partie de ce volume traite de la procédure fédérale, au point de vue historique et systématique. Cette partie aussi est très travaillée et fort avancée. Elle devrait être complétée et mise au point, afin de tenir

compte des modifications apportées à la législation fédérale au cours des dernières années.

Un deuxième volume est tout entier consacré à la partie systématique de la procédure. Cette partie de l'ouvrage n'est pas terminée. Suivant le plan de l'auteur, elle aurait pris un développement considérable.

Un ouvrage d'une aussi grande valeur, dans lequel une pareille somme de travail et de science se trouve accumulée, ne peut pas rester inachevé. Il doit, pour l'honneur de celui qui l'a préparé et de la société qui en a été l'instigatrice, être terminé et publié. C'est la conclusion à laquelle le comité est arrivé après une étude approfondie de la question.

Suivant le plan proposé par Mr. *Fritsche*, cela pourrait se faire de la manière suivante:

L'histoire des procédures cantonales pourrait difficilement être publiée sous la forme de monographies qu'elle revêt actuellement et avec les développement très détaillés dans lesquels entre le manuscrit. Le coût de la publication d'un volume sur cette matière serait hors de proportion avec son utilité, car il ne pourrait guère être envisagé comme présentant un intérêt général. Mais afin de ne pas laisser inutilisés les matériaux très intéressants qui ont servi à composer cette partie, les cantons ou les sociétés juridiques cantonales pourraient publier eux-mêmes les monographies qui les intéressent plus spécialement. Les plus importantes d'entre elles pourraient faire l'objet de publications spéciales ou être recueillies dans des revues de droit. La Société suisse des juristes ayant la propriété du manuscrit de l'ouvrage, ne pourrait, cela va sans dire, pas se désintéresser de ces publications. Elle devrait, au contraire, les provoquer et les diriger, soit par elle-même, soit par l'entremise de la personne qui sera chargée par elle de la publication de l'ensemble de l'oeuvre.

La partie historique et systématique de la procédure fédérale qui est presqu'achevée et en grande partie ré-

digée, pourrait, après avoir été révisée et complétée, faire la matière d'un volume complet, dont la publication pourrait être entreprise à bref délai.

Enfin, l'exposé systématique de la procédure devrait être remanié, complété sous certains rapports, condensé dans quelques parties, en laissant une grande liberté à celui qui se chargera de ce travail. Cela ferait l'objet d'un deuxième volume.

Les bases de ce plan ayant été adoptées, nous avons eu à traiter avec la famille de Mr. Schurter pour obtenir qu'elle cède à la société la propriété de l'ouvrage, du manuscrit et des matériaux, de telle manière que la société puisse en disposer librement. Cette tractation a été menée à bien avec la plus grande facilité grâce à la bienveillance que la famille Schurter y a apportée. Par une convention en bonne et due forme, nous avons acquis la propriété de l'ouvrage et le droit de le publier, moyennant une indemnité de 6,000 francs qui a été payée sur les fonds de la société. Nous tenons à exprimer à la famille de Mr. Schurter notre reconnaissance pour le désintéressement dont elle a fait preuve, en attachant plus d'importance à ce que l'oeuvre de son chef voie le jour, plutôt qu'à tirer parti de la valeur que représente cette oeuvre. Nous sommes également reconnaissants envers Mr. le juge fédéral *Merz* qui, en sa qualité d'ami de feu Mr. Schurter, nous a grandement aidés dans ces tractations.

La seconde partie de la tâche du comité était de s'assurer le concours d'une personnalité qualifiée, pour achever l'ouvrage et en suivre la publication. Sur ce point, il n'y a pas eu d'hésitations. Mr. le professeur Fritsche, qui avait déjà été envisagé comme collaborateur par Mr. Schurter lui-même, qui avait une connaissance complète de l'ouvrage et qui s'est signalé par ses travaux antérieurs en cette matière, nous a paru être la personne indiquée. Mr. Fritsche a bien voulu accepter la lourde tâche de reprendre l'œuvre de Mr. Schurter et il s'est mis à la disposition du comité pour en assurer l'achèvement et

la publication, ce que nous avons accepté avec empressement.

Reste la question épineuse des moyens financiers par lesquels la société pourvoira aux frais, nécessairement assez considérables, qu'entrainera cette publication.

Nous comptons que le Conseil fédéral, comme il l'a fait dans d'autres occasions, pour des publications d'un intérêt général, voudra bien, une fois de plus, témoigner sa bienveillance à la Société des juristes en lui accordant une subvention. Le surplus de la dépense, qui pourra être répartie sur plusieurs années, devra être couvert par les fonds de la société. Le comité aura, lorsque le moment sera venu, à vous faire des propositions à ce sujet.

Telle est, Messieurs, la manière dont le comité à exécuté la décision que nous avons prise l'an dernier. Nous espérons que vous l'approuverez d'avoir assuré l'achèvement d'une oeuvre qui a une importance capitale pour le développement de nos institutions juridiques. C'est une grosse responsabilité que notre société a assumée, mais vous estimerez sans doute avec nous qu'il était de son devoir de s'en charger et qu'en le faisant elle suit une tradition qui est l'une de ses raisons d'être. — Cela veut-il dire qu'en poursuivant les travaux préparatoires en vue de l'élaboration d'un Code de procédure civile suisse, nous considérions que nous sommes à la veille d'unifier notre procédure civile? Les uns peuvent l'espérer, les autres le redouter. La question de principe se posera nécessairement une fois ou l'autre et peut-être dans un avenir pas très éloigné, lorsqu'on aura fait une expérience plus prolongée du Code civil unifié. Et comme alors il faudra modifier l'article 64 de la CF, la question sera examinée et discutée pour elle-même. En poursuivant les études préliminaires, nous ne faisons que suivre à la décision prise par notre société en 1900 „d'examiner la question de la possibilité d'une unification de la procédure civile en Suisse."

Si 21 années se sont écoulées depuis que cette décision a été prise sans que les études préliminaires aient été

achevées, il se passera certainement encore quelques années, même lorsque la question de principe aura été résolue, avant qu'une loi puisse être élaborée sur cette matière et menée à chef.

Les pouvoirs fédéraux ont d'ailleurs d'autres œuvres législatives à terminer avant qu'ils puissent aborder un nouveau sujet de cette importance. Le Code pénal fédéral, enfin arrivé devant les Chambres fédérales, aura probablement à passer par bien des délibérations avant d'aboutir à un résultat définitif que tous désirent d'autant plus vivement qu'il aura été plus longtemps attendu. Le projet de revision des titres 24 à 33 du CO, qui doit compléter notre législation civile est prêt. Il est examiné et discuté actuellement dans les divers milieux intéressés, et il est à souhaiter qu'il soit soumis sans tarder au pouvoir législatif, afin que la législation qui régit les sociétés soit adaptée aux besoins actuels. — Les difficultés que rencontre actuellement le crédit hypothécaire par suite de la crise économique et les discussions auxquelles a donné lieu cette question dans le monde financier, montrent qu'il est devenu urgent de compléter le Code civil par une loi sur les lettres de gage. La question est à l'étude et diverses solutions sont proposées. Il semble indispensable qu'une décision soit prise à cet égard et qu'un projet définitif soit élaboré et soumis aux Chambres. Les représentants des établissements de crédit hypothécaire l'ont réclamé ces derniers temps avec une insistance particulière.

Enfin, sans vouloir faire une énumération complète des projets législatifs qui sont actuellement en élaboration ou en perspective et auxquels les pouvoirs fédéraux vouent leur attention, mentionnons encore la question du Tribunal administratif fédéral. C'est précisément parcequ'il a estimé que cet objet est du plus haut intérêt pour notre pays, et que sa réalisation est attendue, même réclamée, par l'opinion publique, que le comité a jugé à propos que notre société soit, une fois encore, mise au courant de la

question. Mr. le professeur *Fleiner* a bien voulu se charger de nous l'exposer. Vous jugerez, après avoir entendu son exposé, si vous estimez que la Société des juristes doit user de son influence pour hâter la création de cet organe et l'adoption de la législation qui s'y rapportera.

Tout ceci montre que les tâches qui s'imposeront dans un avenir immédiat aux pouvoirs législatifs de notre pays, dans le domaine juridique, sont importantes et considérables et qu'il n'est pas besoin de leur en chercher d'autres avant un certain temps. Peut-être est-il permis de souhaiter que, lorsque les conditions économiques ayant pris un cours plus normal, les Chambres seront déchargées du soin de faire des lois occasionnelles imposées par les nécessités du moment et qui n'ont pas toujours été des modèles de législation, elles pourront se consacrer à des oeuvres durables d'intérêt général, et qui pourront être mûrement réfléchies.

Suivant l'usage, en rendant un dernier hommage à ceux de nos collègues que la mort a enlevés, nous rappellerons, autant que nous pourrons le faire, les traits essentiels de leur carrière. En parcourant cette liste funèbre nous remarquons que, cette année, le Tribunal fédéral a été particulièrement éprouvé, puisqu'il a eu à déplorer la mort de trois de ses membres; nous exprimons à notre haute Cour notre sympathie pour ces pertes douloureuses.

Si notre Tribunal fédéral suisse jouit d'une autorité indiscutable et se voit entouré du respect unanime dans un pays où les citoyens ne se font pas faute de critiquer leurs magistrats, il le doit aux qualités éminentes et à l'élévation du caractère d'hommes qui, comme les juges Schurter, Reichel et Picot, font honneur, non seulement au corps judiciaire auquel ils appartiennent, mais au pays tout entier.

Le premier de ces magistrats éminents que la mort a frappés au cours de cette année a été le Dr. *Emile Schurter*, décédé le 21 février 1921 à l'âge de 57 ans. Schurter était né à Bülach en 1864. Il fit ses études de droit à Zurich,

Heidelberg, Berlin et Rome. Sa dissertation pour obtenir le grade de docteur, intitulée: Grundzüge des materiellen Beweisrechts in der schweizerischen Gesetzgebung révéla déjà une forte culture juridique et un jugement très sûr. Après un court stage dans le bureau d'avocat du professeur *Meili*, il travailla comme collaborateur juriste auprès de la Direction du Crédit Suisse, puis il pratiqua quelque temps le barreau avec son père. En 1899 il fut appelé à faire partie du Tribunal cantonal d'appel de Zurich. En même temps qu'il exerçait ses fonctions de juge, il rédigeait les Blätter für zürcherische Rechtssprechung et continuait à étendre ses connaissances juridiques déjà très vastes et pour lesquelles il était aidé par une mémoire étonnante. Un travail qu'il publia dans la Zeitschrift für schweizerisches Recht sur la reprise de dettes fut très remarqué alors. En 1904, il fut nommé juge fédéral, et bien qu'il se fut consacré jusqu'alors au droit civil, il fut appelé à faire partie de la section de droit public. Mais grâce à son intelligence ouverte et à son travail, il se familiarisa promptement avec son nouveau champ d'activité et fut constamment à la hauteur de sa tâche. En 1900, la Société suisse des juristes ayant décidé de faire entreprendre les travaux préparatoires en vue de l'élaboration d'un Code de procédure civile suisse, Schurter parut l'homme indiqué pour être chargé de ce vaste travail. Il l'entreprit avec une ardeur toute juvénile et, malgré ses devoirs absorbants de juge fédéral, il le poursuivit sans relâche, y consacrant ses heures de loisirs et ses vacances. Nous avons exposé au cours de ce rapport l'état de l'ouvrage commencé et déjà très avancé, qui représente une somme énorme de travail. Nous n'y revenons que pour constater que le nom de Schurter restera attaché à l'oeuvre dont il a été le premier artisan. Nous n'avons pas ici à faire l'éloge du juge fédéral, et de l'homme; ses collègues Mr. le président *Ostertag* et Mr. le juge *Merz* l'ont dit en connaissance de cause et mieux que nous ne pourrions le

faire, dans la cérémonie d'incinération de leur collègue. Ce que l'on ne savait peut-être pas en dehors du cercle des amis de Schurter, c'est l'étendue de ses connaissances et de sa culture intellectuelle dans les domaines les plus variés. Il était un linguiste de première force. Il parlait ou connaissait toutes les langues européennes, sans compter les langues anciennes et le sanscrit, dont il avait commencé l'étude. La musique était un de ses délassements préférés. Une maladie cruelle a arrêté l'essor de ces belles facultés et de cette vaste intelligence. Après un vain espoir de guérison, la mort est venue mettre un terme à ses souffrances. Si sa famille a perdu un chef aimé et respecté et ses amis et collègues un compagnon fidèle et sûr, notre société, elle aussi, déplore avec eux la perte de celui dont elle gardera le souvenir avec reconnaissance pour l'oeuvre qu'il avait entreprise à sa demande.

Au lendemain de la mort du juge fédéral Schurter, le 22 Février 1921, un autre juge fédéral, *Alexandre Reichel* était enlevé de ce monde, après une longue maladie vaillamment supportée. Reichel était né à Paris en 1852, d'un père d'origine prussienne, naturalisé bernois, et d'une mère russe. Déjà au cours de ses études, qu'il poursuivit à Leipzig et à Berne, il en imposait à ses camarades par l'étendue de sa culture et l'indépendance de son esprit critique.

Pendant 15 années, de 1877 à 1881, il exerça la profession d'avocat à Bienne et à Berne et se distingua surtout par sa connaissance approfondie du droit civil et de la procédure, à laquelle étaient alliées une facilité et une clarté d'exposition tout à fait exceptionnelles. Appelé en 1891 comme professeur à l'Université de Berne, il y enseigna jusqu'en 1905 la procédure civile et la poursuite pour dettes et la faillite. Son enseignement était vivant et très apprécié des élèves, car il savait admirablement en faire ressortir les applications pratiques. En 1899, le Département fédéral de justice s'adjoint Reichel comme chef de division, ce qui le mit en contact avec

les questions de droit public. En cette qualité, il prit une part active aux délibérations des commissions qui discutèrent le Code civil et le Code pénal. Enfin, en 1905, il fut élu à la haute dignité de juge fédéral, pour laquelle il avait été préparé par tous ses antécédents et pour laquelle il était désigné par l'indépendance et la fermeté de son caractère. L'activité infatigable de Reichel ne se limita pas aux diverses fonctions qu'il a remplies. Il est peu des grandes questions législatives traitées ces dernières années, en Suisse, sur lesquelles il n'ait pas été appelé à donner son avis. Il a commenté la loi fédérale sur l'organisation judiciaire, la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite, et les dispositions transitoires du Code civil, et tous ces travaux portent l'empreinte d'un esprit lucide et pratique. Pendant longtemps il présida la Société des Juristes bernois, et, comme membre de la Société suisse des juristes, il fréquentait assidûment ses réunions annuelles, dans lesquelles ses avis étaient toujours écoutés et appréciés. Pour caractériser la vie de Reichel, il faudrait pouvoir analyser la manière très intéressante suivant laquelle il conciliait ses grandes qualités de juriste avec ses opinions politiques, car la politique a aussi occupé une place dans sa vie. Il fit partie du Conseil communal de la Ville de Berne et du Grand Conseil cantonal. Ses sympathies allaient à la démocratie socialiste et cependant son individualité fortement marquée ne se soumettait pas volontiers à la discipline d'un parti. Les théories sociales, même fort avancées, ne l'effrayaient nullement, mais il ne les suivit jamais sur le terrain de la lutte des classes. Un hommage qui doit lui être rendu c'est qu'il fut toujours d'une tolérance absolue pour les opinions des autres et que son socialisme plutôt scientifique n'altéra en rien son patriotisme, ni la droiture et l'indépendance de son jugement. Il n'est pas besoin de dire que jamais l'homme politique ne s'est montré dans le juge impartial et intègre qu'il fut toujours. Il manquerait un trait essentiel à ce

bref résumé de la vie de Reichel si nous ne faisions pas une allusion à sa passion pour la musique, qu'il cultivait en grand artiste et qui fut l'une des jouissances de son existence. La figure si vivante et originale de Reichel, son esprit à la fois caustique et bienveillant, son bon sens et la lucidité de son jugement laisseront à ceux qui l'ont connu un souvenir qui ne s'effacera pas.

C'est au moment où il terminait sa quarante et unième année de magistrature judiciaire et peu de temps après avoir déposé la haute fonction de Président du Tribunal fédéral que le juge fédéral, Dr. *Ernest Picot*, a été enlevé à l'affection de sa famille, de ses amis, de ses collègues et de ses concitoyens. Cette belle carrière poursuivie jusqu'au bout sans une défaillance, fut celle d'un homme en qui s'incarnait le sentiment du devoir et de la justice. Né à Genève le 28 mai 1853, d'une ancienne famille genevoise, Picot fit ses études de droit à Leipzig et Heidelberg. C'est dans cette dernière université qu'il obtint le grade de docteur en 1875. Après un séjour à Paris où il fut attaché à la Légation suisse, il fît, à Genève, un court stage d'avocat et entra dans la magistrature en 1880 comme substitut du Procureur général. De ce poste, il passa directement, en 1884, à la Cour de justice qu'il présida à plusieurs reprises. C'est là que, pendant 20 ans, il acquit la vaste expérience et la connaissance des hommes qui firent de lui un magistrat modèle. L'autorité dont il jouissait auprès de ses collègues, du barreau et des plaideurs ne fut jamais discutée. En 1904, l'Assemblée fédérale le nomme juge fédéral. Ce fut, pour les genevois, une satisfaction sans mélange que de voir l'un de leurs magistrats les mieux qualifiés appelé à faire partie du Tribunal fédéral, où Genève n'avait plus été représentée depuis plusieurs années. Ce fut aussi avec un sentiment de profonde reconnaissance que cette nomination fut accueillie, car on savait ce qu'il en coûtait à celui qui en était l'objet. La pondération de son jugement, sa grande expérience des affaires, sa forte culture juridique mise

au service d'un sens pratique très affiné, le calme et la distinction avec lesquels il émettait son opinion, le firent hautement apprécier au sein du Tribunal fédéral qu'il fut appelé à présider en 1919 et 1920. Les travaux juridiques de Picot sont nombreux et tous portent sur des questions pratiques d'un intérêt durable. En 1887, il remporte le prix du concours de la Société suisse des juristes par un mémoire sur la question du divorce des étrangers en Suisse. Il fut l'un des fondateurs de la Revue pénale suisse fondée en 1888 par Carl Stooss et y publia des articles sur la tentative, sur les délits contre les moeurs, sur la réforme du jury à Genève, sur la peine conditionnelle. Dans la Semaine judiciaire, il publia plusieurs articles, entr'autres sur la procédure civile genevoise, sur l'organisation judiciaire fédérale, sur le droit des avocats de plaider dans d'autres cantons, etc. . . . Il collabora à la refonte des lois judiciaires du Canton de Genève en 1891, et à la loi sur l'application de la poursuite pour dettes et la faillite. Bien qu'il fut un chaud patriote, auquel rien de ce qui touchait à la patrie suisse et genevoise ne demeurait étranger, Picot s'abstint toujours de se mêler à la politique active. Il accepta cependant pendant quelque temps les modestes fonctions d'adjoint de la commune de Petit-Saconnex. Au militaire il fit sa carrière dans l'artillerie et la termina avec le grade de colonel. La Société suisse des juristes ne peut pas oublier qu'il fut l'un de ses membres les plus fidèles. Il aimait à assister à ses réunions annuelles où il était heureux de se rencontrer avec d'anciens condisciples et avec des amis venus d'autres cantons de la Suisse. Sa mort, survenue le 9 mai 1921, après une courte maladie, au moment où, après une vie remplie, il se proposait de jouir d'un repos bien mérité, a été la fin paisible d'une vie harmonieuse, toute entière dirigée par des sentiments nobles et élevés, qui ne se traduisaient pas par de vaines paroles, mais qui se manifestaient pas l'accomplissement fidèle et complet des devoirs qui se présentaient à lui. Son cher canton de

Genève, auquel l'attachaient toutes les fibres de son coeur s'est associé avec une profonde sympathie au deuil de sa famille.

Le Dr. *Hans Schuler*, décédé en septembre 1920, âgé de 51 ans, était une personnalité en vue à Zurich, tant dans le monde industriel et commercial que dans les milieux artistiques et littéraires. Après avoir passé dans la diplomatie comme attaché de légation à Londres, il occupa le poste de secrétaire de l'Association suisse de l'industrie et du commerce, jusqu'au moment où la maladie le contraignit à résigner ses fonctions.

Il voua tout son intérêt aux institutions artistiques de la Ville de Zurich, dont il fut le conseiller apprécié et qu'il contribua à développer. Fin connaisseur en matière d'art, il savait faire profiter les autres de ses connaissances étendues. Il fut président de la Société des Amis du Théâtre, membre du Conseil de la Société littéraire d'Hottingen et d'autres sociétés artistiques. A ses qualités d'homme d'affaires, il alliait une intelligence ouverte à toutes les manifestations de l'art et de la vie intellectuelle.

Le 14 juin 1921 est décédé à Zurich, le Dr. *Ernest Hanhart* qui exerçait la profession d'avocat. Un président de Tribunal qui a fait son éloge dans un journal local a pu dire de lui que peu d'avocats lui avaient inspiré une pareille confiance par l'absolue bonne foi avec laquelle il soutenait les causes qui lui étaient confiées. S'il défendait avec passion les intérêts de ses clients c'est qu'il professait aussi le culte passionné du droit.

La mort a enlevé dans la force de l'âge le Dr. *Karl Hasler*, juge d'appel à Zurich. Né en 1873, il obtint le grade de docteur à l'université de Zurich à la suite d'une dissertation de valeur sur le droit matrimonial en droit international privé. Toute sa carrière se fit dans la magistrature judiciaire. Il commença par remplir les fonctions de substitut auprès du Tribunal du district de Zurich, puis, à l'âge de 27 ans, en 1900, il fut élu membre de ce Tribunal. En 1911 il fut appelé à remplir la fonction de

juge unique dans la procédure ordinaire, et en 1917 il passa comme juge au Tribunal d'appel. Dans toutes les fonctions qu'il a occupées, Hasler s'est révélé un juge consciencieux et à la hauteur de sa tâche. Lorsqu'en 1919, la loi sur la peine conditionnelle fut mise en vigueur, les avantages et les inconvénients de ces dispositions furent discutées; Hasler qui, dans sa pratique comme juge pénal, avait eu l'occasion de se familiariser avec cette question, fit part de ses expériences dans un rapport qu'il présenta à la Société zurichoise des juristes le 24 janvier 1921; peu de mois après la mort mettait un terme à cette carrière déjà bien remplie.

C'est une grande figure d'homme politique qui a disparu en mai 1921, lorsqu'est mort l'ancien Conseiller d'Etat bernois *Alfred Scheurer*. Il faudrait, pour retracer sa longue carrière, suivre l'histoire de la politique bernoise depuis 1874. A un moment où, à la suite du Kulturkampf, le canton de Berne passait par une phase critique et où la charge de Conseiller d'Etat était peu enviée, Scheurer, alors avocat à Summiswald, ne craignit pas d'en assumer les responsabilités. Il fut élu à ce poste à la presqu'unanimité des voix et se consacra, avec la compétence d'un administrateur expérimenté, à la réorganisation des finances cantonales. On dit que l'une de ses qualités maîtresses était l'art de faire des économies et qu'il savait les imposer avec une autorité qui n'admettait pas la discussion. Il remplit ses fonctions de Conseiller d'Etat pendant 25 ans, sans que la grande popularité dont il jouissait dans son canton ait subi aucune atteinte.

Après une carrière aussi bien remplie et après avoir consacré utilement la plus grande partie de sa vie aux affaires publiques, Mr. Scheurer sortit du Conseil d'Etat en 1910 et se retira sur son domaine de Gampelen qu'il administrait lui-même avec la même compétence avec laquelle il avait dirigé les finances cantonales. L'élection de son fils Mr. Karl Scheurer, comme conseiller fédéral causa au vieillard patriote une légitime satisfaction.

A Schwyz est décédé, le 11 janvier 1921, âgé de 62 ans, l'ancien Conseiller national *Anton von Hettlingen.* Le défunt, qui avait fait des études de droit, fut nommé juge cantonal en 1890 et présida le Tribunal de 1894 à 1916. Il fut élu en 1908 au Conseil national où il représentait le parti catholique conservateur. De 1916 à 1920, il fit partie du Conseil d'Etat du canton de Schwyz.

Johannes Schubiger, né le 23 juin 1846 à Utznach est mort le 20 novembre 1920 à St-Gall. Il fit ses études de droit à Fribourg et à Munich. En 1875, il s'établit comme avocat à Utznach. Pendant deux ans il dirigea la rédaction du St. Galler Volksblatt. En 1888, après une vive lutte électorale, il entra au Grand Conseil comme représentant du parti conservateur catholique et collabora à l'élaboration de la constitution saint-galloise. La considération dont il jouissait le désigna comme candidat au Conseil d'Etat où il fut élu en 1891. Il occupa le Département de l'économie publique, puis celui de la justice. Dans l'exercice de ses fonctions, il prit une part active et efficace aux travaux législatifs accomplis dans le canton de St-Gall depuis 1891. Schubiger revêtit à plusieurs reprises la charge de Landammann. Le Conseil national le compta au nombre de ses membres de 1890 à 1919. Il lui était reconnu au sein du Conseil national une compétence spéciale dans les questions juridiques comme dans celles relatives à l'hydraulique. Le défunt, considéré comme un modèle de persévérance et de dévouement à son devoir, était soutenu dans sa tâche par un sentiment profond de sa responsabilité. Son tempérament calme et réfléchi, la modestie et la droiture de son caractère, le soin qu'il apportait à tout ce qu'il faisait, lui avaient attiré comme juriste, comme magistrat et comme homme politique l'estime de tous ses concitoyens, sans distinction de partis.

Dr. *Léo Kirchhofer,* président du Tribunal à St-Gall, est décédé le 26 mars 1921. Il était né à St-Gall le 2 septembre 1862. Après avoir fait ses études à Zurich, Berlin

et Leipzig, il pratiqua le barreau à Winterthur dans le bureau du Dr. Ziegler. Puis, nommé en 1888, secrétaire du Département de justice, il occupa ce poste pendant 3 ans. Enfin, en 1891 il fut appelé par les électeurs de la ville de St-Gall à faire partie du Tribunal qui le choisit pour son président. Il a rempli cette fonction avec distinction jusqu'à la fin de sa vie. Doué d'une grande puissance de travail, Kirchhofer se montra infatigable dans l'accomplissement de sa tâche qui devenait toujours plus absorbante. Ceux qui l'ont connu disent que les traits essentiels de son caractère étaient la conscience, le sentiment du devoir et la franchise. Comme juge, il jouissait d'une grande autorité fondée sur 30 années de pratique de la magistrature. Epuisé par cette vie de travail, il ne put pas résister lorsqu'il fut atteint par la maladie qui mit un terme à la cette carrière si bien remplie.

Le président du Tribunal d'appel thurgovien, Dr. *Rudolf von Muralt*, est décédé le 30 juin 1921. Il naquit le 31 mai 1870 et fit ses études juridiques à Leipzig, Heidelberg et Berne. En 1895 il ouvrit à Bischofzell (Thurgovie) un bureau d'avocat, mais peu de temps après, il fut appelé à faire partie du Tribunal de district de Bischofzell et il y siègea pendant 12 ans. En 1907, il fut nommé membre du Tribunal d'appel qu'il présida de 1913 à 1920. L'état de sa santé profondément atteinte l'obligea à donner sa démission en 1920. Doué d'un sens juridique très fin, secondé par des connaissances juridiques étendues et scrutant toutes les affaires avec un soin méticuleux, il savait adoucir les rigueurs de la justice par des sentiments humains et une compréhension éclairée des nécessités de la vie. Il l'a montré, soit comme président de la Chambre cantonale des assurances, soit comme juge pénal. Von Muralt a rédigé en 1909 un fort intéressant rapport sur la revision de l'ordonnance sur la procédure civile.

A Bâle, est décédé en septembre 1920, à l'âge de 72 ans, *Karl Förster*, président de la Direction du IIe arron-

dissement des C. F. F. Il était né à Erlach, avait étudié le droit et avait été nommé président du Tribunal de district de Wangen a. d. Aare. Puis il fut appelé au Tribunal supérieur à Berne où il déploya une activité très appréciée et rendit des services signalés par la finesse de son sens juridique et par son excellente mémoire. Ses qualités comme juriste et ses connaissqnces étendues le désignèrent pour occuper le poste de Conseiller juridique du Chemin de fer Jura-Berne-Lucerne, d'où il passa dans le Conseil du IIe arrondissement à Bâle. Il prit le Département juridique et fut nommé président de la Direction.

Achille Imperatori, juge d'appel, né à Pollegio le 31 mars 1883 avait fait ses études de droit à Fribourg. Puis il avait été nommé en 1905 secrétaire adjoint au Département des finances du canton du Tessin. Il se voua pendant quelque temps à la carrière d'avocat et de notaire à Biasca, mais ses goûts le portaient plûtôt du côté de l'administration. Aussi accepta-t-il le poste de secrétaire du Département des travaux publics, qu'il occupa jusqu'au moment où, en 1915, il fut appelé au Tribunal d'appel. La mort est venue prématurément mettre un terme à une carrière qui était pleine de promesses.

Le Dr. *Wilhelm Altermatt*, originaire de Nuningen (Soleure), né le 16 novembre 1851, était ancien président du Tribunal de Dorneck-Thierstein. En 1895, il fut nommé juge d'instruction à Bâle, puis, en 1896, second procureur général. Lors de la votation populaire de juin 1907, il fut élu président du Tribunal pénal et occupa ce poste jusqu'en mars 1918. Il donna alors sa démission pour motifs de santé. Il fût un juge éclairé et consciencieux. Il est mort le 1er décembre 1920.

Mr. *Alexandre Andrey*, mort le 5 avril 1920, était notaire à Bulle, canton de Fribourg, depuis 1873. Il avait atteint l'âge de 72 ans. Ses connaissances juridiques étendues, sa conscience professionnelle, son intégrité, la façon remarquable avec laquelle il solutionnait les affaires

les plus compliquées, le faisaient hautement apprécier de sa nombreuse clientèle. Les affaires publiques ont constamment attiré son intérêt. Il fit partie du Conseil communal et du Conseil général de la ville de Bulle et fut l'un des fondateurs de la Société électrique de cette ville.

Le Dr. *Carl Bürkly*, avocat à Zurich, était né le 19 mars 1861 à Rapperswill. Il avait fait ses études de droit à Genève, Rome et Zurich. Pour obtenir le grade de docteur, il avait présenté à Genève, une thèse en français, sur le Serment judiciaire. Il fonctionna pendant quelques années comme substitut auprès du Tribunal de district de Zurich, puis, en 1896, il ouvrit pour son compte à Zurich un bureau d'avocat et de traducteur pour les affaires juridiques. Sa connaissance des langues l'avait fait accréditer comme traducteur officiel auprès de tous les tribunaux zurichois. Dans l'affaire du Tessin, il fonctionna comme substitut de l'interprête avec Mr. le Dr. Nicola. Il déploya une activité soutenue jusqu'en 1920 malgré de vives souffrances et continua jusqu'à la fin à exécuter des travaux de traduction pour les tribunaux. Il est décédé le 12 janvier 1921.

Hans Knüsli, qui est décédé au commencement du mois de septembre 1921, était une personalité très connue à Winterthur, où il a rempli un rôle important dans le domaine de la politique et de l'industrie. Né le 8 mars 1841, il fit des études d'agriculture à laquelle il se consacra pendant quelques années. Puis il se tourna du côté du droit, étudia à Zurich et à Munich et pratiqua le notariat à Wülflingen, comme substitut de son père. En 1870, il fût nommé juge au Tribunal de district et peu après président de ce Tribunal. En 1871, il fût chargé des fonctions de secrétaire de la ville de Winterthur, dont il s'acquitta avec habileté à l'époque où cette ville se débattait dans de grandes difficultés financières. Lorsque des temps plus calmes furent arrivés, il donna sa démission et ouvrit un bureau d'avocat avec Mr. le

Dr. H. Sträuli, puis, après avoir pratiqué pendant quelque temps le barreau, il l'abandonne pour se vouer à l'industrie. Il prit alors la direction administrative de la Fabrique suisse de locomotives à Winterthur. Jusqu'à un âge avancé, la vie de Knüsli a été remplie par le travail et consacrée aux affaires publiques et industrielles. Il fût un adhérent convaincu et l'une des personnalités dirigeantes du parti démocratique du canton à une époque difficile et troublée.

Karl Jahn, avocat à Berne, avait commencé par faire des études de géomètre, puis il se tourna du côté du droit et remplit pendant longtemps les fonctions de procureur général. Il publia le Monatsblatt für bernische Rechtssprechung. Lorsqu'il déposa ses fonctions, il ouvrit avec Alexandre Reichel un bureau d'avocat, qu'il dirigea ensuite seul jusqu'à sa mort. En politique Jahn était un esprit libéral et d'une indépendance absolue, qui ne redoutait pas de se trouver seul de son opinion. Dans le Conseil communal de la ville de Berne dont il faisait partie, il était une personnalité appréciée de tous les partis et un orateur très écouté. Il ne craignait point la polémique dans laquelle il apportait une pointe d'humour tempérée par un esprit bienveillant.

Le professeur Dr. *Alfred Gautier*, était né le 5 mai 1858 à Genève, où il fit toute sa carrière et où il est décédé le 23 décembre 1920. Ce savant juriste eut, parait-il, quelques hésitations avant de s'engager dans la carrière juridique. Il poursuivit cependant ses études de droit à Berlin, à Leipzig, à Genève et à Paris. Entré au barreau genevois en 1882, il y resta inscrit jusqu'en 1916; mais, bien qu'il eut pu être un avocat hors-ligne, grâce surtout à la facilité et à l'originalité de sa parole, ce ne fut pas ce côté de l'activité juridique qui l'attirait et il plaidait rarement. Sa thèse de doctorat sur le crime d'incendie le signala immédiatement comme un juriste destiné à ne pas rester dans l'ornière de la médiocrité. Il entra dans l'enseignement universitaire en remplaçant pendant

deux ans le professeur Hornung dans la chaire de droit pénal et de procédure pénale. En 1886, à l'âge de 27 ans, il fut nommé professeur ordinaire chargé de l'enseignement de ces deux disciplines, auxquelles il adjoingnit plus tard la procédure civile. Les cours de Gautier, aussi soignés dans la forme que solides et riches quant au fonds, attiraient et retenaient les étudiants qui savaient en apprécier l'élévation de pensée et la valeur scientifique et morale. Son influence sur les générations de juristes qui ont été ses élèves reste ineffaçable. Beaucoup d'entre eux l'ont témoigné d'une manière touchante lors de son décès. Gautier fit partie de la Cour de cassation genevoise depuis 1892 et la présida à plusieurs reprises. Le grand intérêt de la vie de Gautier, à côté de son enseignement universitaire fut la participation active qu'il prit à l'élaboration du projet de Code pénal suisse. Il collabora à tous les travaux des commissions avec une ardeur, une compétence et un dévouement auxquels ses collègues se sont plus à rendre hommage. Ce fut lui qui accepta de faire la traduction en français de l'avant-projet et de l'exposé des motifs et il s'acquitta de cette tâche ingrate avec une virtuosité et une élégance admirables. Dans les commissions, la sûreté de son jugement, son sens pratique des réalités, non moins que l'attrait qu'exerçait sa personnalité lui donnaient une autorité à laquelle il était difficile de se soustraire. C'est avec une ardente conviction qu'il collabora à cette oeuvre, et ce fut une grande déception pour lui que de constater, après 25 années d'efforts, que ce code pénal, dans lequel il voyait un grand progrès à réaliser pour la Suisse et pour son canton d'origine, n'avait pas encore pu aboutir. Il prit, en outre, une part active aux travaux de l'Union internationale de droit pénal, dont il dirigea le groupe suisse, et de la Société suisse pour la réforme des prisons, et représenta brillamment la Suisse dans plusieurs congrès internationaux. Les travaux et mémoires de Gautier sur des questions de droit pénal et de procédure sont nombreux.

Ils se trouvent pricipalement dans la Revue pénale suisse, fondée par son ami Carl Stooss. Il n'est presque pas de volume de cette revue qui ne contienne pas un article de lui: Exposés des législations cantonales, mémoires sur la peine conditionnelle, les pénalités indéterminées, le traitement des récidivistes, les délits contre les moeurs, etc.... Tout ce qui est sorti de sa plume est caractérisé par un cachet de précision et d'élégance qu'il est difficile de surpasser et qui n'exclut point la profondeur de la pensée. A Genève, il contribua à l'élaboration des lois sur la peine et la libération conditionnelles, sur les délits contre la morale publique, sur le casier judiciaire, sur les tribunaux pour enfants. En dehors de son activité juridique, nous devons encore rappeler que Gautier faisait partie du Comité international de la Croix-Rouge, au sein duquel il rendait de grands services grâce à ses connaissances juridiques. Pendant la guerre, il consacra une grande partie de son temps et de ses forces à l'Agence des prisonniers de guerre. Ce qui est impossible à exprimer comme il le faudrait, c'est le charme que répandait autour de lui cet homme d'une distinction parfaite, doué d'un esprit qui pouvait être mordant, sans jamais être malveillant, dont l'intelligence était ouverte à tout ce qui était noble et beau et qui n'avait d'aversion que pour ce qui était vulgaire et bas. Ses amis et anciens élèves répandus dans toutes les régions de la Suisse sentent la perte immense qu'ils ont faite.

Une des préoccupations de votre comité est, chaque année, de trouver des sujets d'études propres à alimenter les délibérations de nos assemblées générales. Ce n'est pas que ces sujets fassent défaut. Bien au contraire; qu'il s'agisse d'aborder par leur côté juridique les problèmes économiques et sociaux actuels ou de chercher les améliorations à apporter à notre législation, qu'il s'agisse de soumettre à la critique nos lois et nos institutions ou de préparer les voies pour des progrès à réaliser, l'em-

barras du comité est parfois grand pour discerner ceux de ces sujets sur lesquels une discussion dans nos réunions annuelles pourra arriver à des résultats tangibles. Ce ne sont, en effet, pas des discussions purement académiques que nous désirons instituer dans ces réunions, mais bien plutôt notre but doit-il être de prendre des initiatives, de préparer et de déblayer le terrain en vue des travaux de construction qui incomberont aux pouvoirs publics. C'est dans cette idée que le comité s'est demandé si le moment ne serait pas venu, pour la Société des juristes, de soumettre à un examen approfondi la question des études juridiques dans nos universités suisses. Cette question a déjà été soulevée dans plusieurs milieux universitaires; il ne serait peut-être pas inopportun qu'elle soit examinée aussi par des praticiens du droit, qui pourront faire part des expériences faites par eux dans les diverses carrières juridiques. Disons immédiatement, afin qu'il n'existe aucun malentendu, qui ne s'agit nullement de critiquer l'enseignement du droit tel qu'il est donné dans nos universités par d'éminents professeurs, dont nous apprécions trop la science et l'expérience pour nous permettre de vouloir porter une atteinte quelconque à la liberté de leur enseignement qui est leur droit et leur honneur. La question est autre et d'une portée plus générale. Il s'agirait de savoir si les études de droit telles qu'elles sont organisées dans nos diverses universités répondent bien aux besoins modernes et permettent aux jeunes juristes d'affronter avec des connaissances suffisantes les responsabilités que leur imposent, dans notre pays, les diverses carrières qu'ils sont appelés à embrasser. On peut, par exemple, se demander si les études préliminaires que l'on exige des jeunes gens qui se destinent aux carrières juridiques sont suffisantes? Les matières dont les juristes, avocats, juges ou législateurs, ont à s'occuper sont devenues si multiples et si complexes qu'on peut se poser la question de savoir si les connaissances philosophiques, scientifiques, économiques, financières, avec lesquelles ils

abordent leurs études juridiques sont assez étendues pour qu'ils en retirent tout le profit désirable.

Quelle est la part qui devrait être faite à l'enseignement doctrinal et aux exercices pratiques, ceux-ci permettant aux étudiants de se familiariser avec les instruments dont ils auront à se servir tels que la procédure, le Registre Foncier, le Registre du commerce ou d'autres organes administratifs?

Maintenant que l'unification du droit est près d'être complète en Suisse, conviendrait-il que l'enseignement des matières unifiées soit donné dans les diverses écoles de droit, non pas d'une manière uniforme, mais suivant des programmes et des méthodes plus coordonnés?

Afin d'établir un contact plus étroit entre la Suisse allemande et la Suisse romande et de permettre aux étudiants de mieux apprendre la langue qui n'est pas leur langue maternelle, et de se familiariser avec des méthodes diverses, on s'est demandé s'il y aurait lieu d'imposer aux étudiants l'obligation de passer un ou deux semestres dans une université d'une autre langue que la leur?

Conviendrait-il et serait-il possible de provoquer une entente entre les universités suisses en ce qui concerne la durée des études, la collation des grades, les programmes d'études?

Ces quelques objets d'ordre plutôt matériel et pratique ne sont évidemment pas les seuls qui pourraient être examinés. Les méthodes d'enseignement dans nos hautes écoles pourraient être discutées en toute liberté, avec une entière objectivité et à un point de vue purement scientifique. Il semble qu'ensuite des profondes modifications qu'a subies notre législation, qu'en présence des problèmes économiques et sociaux qui se posent, et du besoin d'armer toujours mieux les jeunes juristes pour qu'ils soient à la hauteur de leurs tâches, il conviendrait d'aborder cette question des études juridiques à un point de vue tout à fait général et sans aucun parti pris.

C'est pourquoi le comité se propose-t-il, si vous n'y faites pas d'objections, d'ouvrir la discussion sur cet important sujet dans une prochaine réunion de la Société. Il espère que les travaux qui seront présentés et la discussion à laquelle ils donneront lieu pourront faire naître des idées dont l'application contribuera à affermir le culte du droit dans notre pays.

Je termine, Messieurs, en remerciant en votre nom, les rapporteurs qui ont bien voulu préparer les sujets des discussions auxquelles vous aller vous livrer et je déclare ouverte la 56me réunion de la Société suisse des juristes.

II.

Le discours présidentiel est accueili par les applaudissements de l'assemblée.

Sur la proposition du président, sont désignés en qualité de secrétaires:

M. le Dr. *Jos. Willwoll*, président de tribunal, à St-Gall,
M. *G. Capitaine*, avocat, à Berne,

et comme vérificateurs des comptes:

M. le Dr. *Fr. Guisan*, professeur, à Lausanne,
M. le Dr. *J. Engeler*, juge cantonal, à St-Gall.

Le président annonce qu'à l'occasion de l'assemblée notre honorable confrère Mr. le Dr. Holenstein, président de l'Administrationsrat à St-Gall, a organisé une exposition spéciale des livres juridiques dont s'enorgueillit à juste titre la bibliothèque collégiale. Une brochure intitulée „Historische Rechtsdenkmäler der Stiftsbibliothek", distribuée à tous les participants, contient un catalogue très judicieux de ces documents. La visite de la bibliothèque collégiale est vivement recommandée aux congressistes.

III.

La parole est ensuite donnée à M. le professeur Dr. *Ernest Blumenstein*, rapporteur sur la question suivante:

Die Rechtsnatur der eidgenössischen Stempelabgaben, ihre Verwirklichung in der Gesetzgebung und Praxis.

Einleitend bemerkt er, dass das Referat in einem Punkte bereits überholt ist durch das, im Bundesblatte vom 6. Juli veröffentlichte, Bundesgesetz betreffend die Stempelabgabe auf Coupons vom 25. Juni 1921, welches in Art. 16 die Art. 17—29 des Bundesgesetzes über die Stempelabgaben vom 4. Oktober 1917 aufhebt, soweit sie sich auf die Wiederholung der Abgabeerhebung beziehen. Die in Art. 20 und 27 StempStG vorgesehene Erneuerungsabgabe auf Aktien, Genusscheinen, Genussaktien und Stammkapitalanteilen stehen mit Art. 41bis BV und mit der Natur der Stempelabgabe in Widerspruch.

Das zur Behandlung gestellte Thema scheint zunächst etwas begrenzt und abstrakt für ein Referat im Schweizerischen Juristenverein. Bei näherer Betrachtung rechtfertigt sich seine Wahl doch. Einmal stellen die Stempelabgaben (neben den Zöllen) die einzige definitive Bundessteuer dar, und ferner bietet unsere Stempelgesetzgebung der juristischen Betrachtung grosse Schwierigkeiten. Ihr ganzer Aufbau beruht weniger auf rechtlichen, als mehr auf rein fiskalischen und volkswirtschaftlichen Grundgedanken. Man wird darum als Basis für eine rechtswissenschaftliche Untersuchung der Materie vorerst die Rechtsnatur des Institutes festzustellen suchen, und auf dieser Grundlage wird es dann möglich sein, kritisch die einzelnen Äusserungen der Steuer auf ihre rechtliche Begründetheit hin zu prüfen, und die im Interesse der Steuergerechtigkeit gebotenen Abänderungsvorschläge zu formulieren. Verschiedene der Aussetzungen, die an den eidgenössischen Stempelerlassen gemacht worden sind (angefangen vom Vorwurf der Verfassungswidrigkeit bis zu demjenigen allzu grosser Kompliziert-

heit und bureaukratischer Engherzigkeit), sind sicher begründet. Doch darf gerechterweise nicht übersehen werden, dass Verfassungsvorlage und Gesetz in kurzer Zeit ausgearbeitet und erledigt werden mussten, und dass die ausländische Gesetzgebung und Literatur für uns wenig vorbildlich, und ebenso weitschichtig wie juristisch unsystematisch ist. Der Vorwurf der Verfassungswidrigkeit trifft für einzelne Bestimmungen des Gesetzes wohl zu, und die Vollziehungsverordnung hat sich öfters nicht an den Rahmen gehalten, der solchen Erlassen rechtlich gezogen ist. Die Feststellung dieser Tatsache muss hier (namentlich auch im Hinblick auf das in Art. 113 BV enthaltene Verbot der richterlichen Überprüfung der Verfassungsmässigkeit von Bundesgesetzen) genügen. Zu zeigen ist lediglich, welches nach Sinn und Wortlaut des Art. 41bis BV die juristische Natur der Stempelabgabe ist, wie sie in Gesetz und Verordnung Ausdruck gefunden hat, welche Änderungen de lege ferenda wünschenswert scheinen.

Die „Stempelabgaben" (der Ausdruck gibt für die Bestimmung der Rechtsnatur keinen Anhaltspunkt) sind unzweifelhaft Verkehrssteuern, d. h. Abgaben auf Grund gewisser Vorgänge des rechtlichen und wirtschaftlichen Verkehrs, welche (Vorgänge) mit der Errichtung, Innehabung oder Übergabe einer Urkunde in Verbindung stehen. Ihrer steuertechnischen und volkswirtschaftlichen Bedeutung nach soll die Verkehrssteuer äussere Vorgänge des Verkehrs treffen, die ihrerseits zur Entstehung von Vermögen, Einkommen oder Ertrag führen können, sie soll die keimenden Elemente der Wertbildung steuertechnisch erfassen. Begrifflich ist also bei einer Stempelabgabe auf Urkunden in dem beschriebenen Sinne ausgeschlossen, dass sie als Objekt schon entstandenes Vermögen, realisiertes Einkommen oder Ertrag treffe, oder, wie eine Besitzessteuer, den Besitz an der Urkunde oder an dem durch sie dargestellten oder bewiesenen Vermögenswert zum Gegenstande habe.

Mit der Wahl gerade dieses Objektes für die neue Bundessteuer sollte dem Bunde eine Abgabe verschafft werden, welche eine Kollision mit den durch die Kantone erhobenen Steuern möglichst vermied, deren Hauptquellen Vermögen, Einkommen und Besitz bilden. Inzwischen ist allerdings der Bund durch die neue eidgenössische Kriegssteuer auf Jahre hinaus auf dem Gebiete der Vermögens- und Erwerbssteuer in direkte Konkurrenz mit den Kantonen getreten und hat sich auch deren Steuerobjekte angeeignet. Deshalb wirkt heute jede Überschreitung des in Art. 41bis BV gezogenen Rahmens sowohl für die kantonalen Steuerfisci, als auch für den einzelnen Steuerpflichtigen bedeutend empfindlicher, als bei der Einführung der Stempelsteuer, und um so notwendiger ist es, auf den ursprünglichen Verfassungsgedanken zurückzugehen.

Die Prüfung der näheren Ausgestaltung der Stempelabgabe in Gesetz und Verordnung vom steuerrechtlichen Standpunkte aus und gestützt auf die umschriebenen Grundlagen hat einerseits zu untersuchen, ob die gesetzliche Formulierung der einzelnen Abgabetypen, sowie die Regelung ihrer Veranlagung und ihres Bezuges durch Verordnung und Steuerpraxis, der verfassungsmässig festgelegten Rechtsnatur der Stempelabgabe entsprechen, und sodann Stellung und Wirkung der Abgabe, wie sie gegenwärtig zur Erhebung gelangt, im Steuersystem zu betrachten.

Die Untersuchung der materiellen Ausgestaltung der Stempelabgabe geschieht am besten unter den drei, für die juristische Struktur jeder Steuer ausschlaggebenden, Gesichtspunkten des objektiven, subjektiven und konstitutiven Momentes.

In objektiver Hinsicht soll gemäss der verfassungsmässigen Umschreibung die zu erhebende Steuer stets auf einem Verkehrsvorgang fussen, welcher mit einer Urkunde des Handelsverkehrs in näherer Beziehung steht; Steuerobjekt sollte stets nur der infolge

des Verkehrsvorganges in Bildung begriffene wirtschaftliche Wert sein. Hinsichtlich Herausarbeitung der beiden für das Steuerobjekt massgebenden Faktoren, Urkunde und Verkehrsvorgang, in der gesetzgeberischen Formulierung der verschiedenen Abgabearten fällt die Unbestimmtheit und mangelnde Präzision auf.

Für die Urkunde definiert das Gesetz eigentlich nur die Genussaktien, Genusscheine und Gründeranteile, sowie die Prämienquittung ausdrücklich. In den übrigen Fällen begnügt es sich mit der Nennung eines Urkundentypus, wie er im rechtlichen und wirtschaftlichen Verkehr üblich ist. So konnte denn die Wahl der so allgemeinen und im Verkehr wenig feststehenden Bezeichnung „Wertpapiere" ernsthaften Streit darüber entstehen lassen, was eigentlich Gegenstand der Abgabe auf ausländischen Wertpapieren und auf Wertpapieren beim Umsatze sein soll. Auf die Beseitigung solcher Unklarheiten muss im Interesse der Rechtssicherheit bei einer allfälligen Revision des Gesetzes Bedacht genommen werden.

Wichtiger ist die Umschreibung des Verkehrsvorganges, der die Steuerpflicht begründen soll. Liegt doch in ihm das Charakteristikum der Steuerart überhaupt. Hier wird, abgesehen von der Stempelabgabe auf ausländischen Wertpapieren und auf Wertpapieren beim Umsatze, der für die Entstehung der Steuerpflicht massgebende Verkehrsvorgang als solcher im Gesetze überhaupt nicht umschrieben. Bei der Abgabe auf inländischen Wertpapieren, auf Prämienquittungen und auf Coupons kann er indirekt aus den gesetzlichen Vorschriften über die Fälligkeit der Abgabe abgeleitet werden, für die Abgabe auf Wechseln, wechselähnlichen Papieren und Checks, sowie auf Frachturkunden fehlt auch dieser Anhaltspunkt. Auch hier sind bei einer Gesetzesrevision Lücken auszufüllen.

Die Gestaltung des subjektiven Momentes wird man im Allgemeinen billigen können. Der Gesetzgeber hat es verstanden, durch Benutzung moderner Institu-

tionen des Steuerrechts, namentlich durch die Konzentration des Steuersubjektes, den Kreis der eigentlichen Steuerzahler zu beschränken und damit die grosse Masse des Publikums von der direkten Steuerentrichtung zu befreien. Dass er dabei die Überwälzung der Steuer (externer Steuerregress) auf diejenigen Personen vorsieht, denen der wirtschaftliche Effekt des besteuerten Verkehrsvorganges unmittelbar zukommt, ist volkswirtschaftlich gerechtfertigt. Weniger einleuchtend ist die in Art. 16 vorgesehene, in ihrer gegenwärtigen Formulierung juristisch unwirksame Solidarhaftung der bei einer Emission mitwirkenden Banken für den Emissionsstempel.

Mangelhaft ausgebildet ist das konstitutive Moment. Nach Art. 8 StempStG kann freilich gegen Entscheidungen der Stempelverwaltung über die Verpflichtung zur Entrichtung von Stempelabgaben Beschwerde an das eidgenössische Finanzdepartement, und gegen dessen Entscheidungen an das eidgenössische Verwaltungsgericht ergriffen werden. Bis zu dessen Einführung funktioniert jedoch der Bundesrat als oberste Beschwerdeinstanz. Das entspricht der modernen Auffassung über unabhängige Verwaltungsjustiz nicht, da ja der Bundesrat selbst oberstes Fiskalorgan ist, und sein Urteil auf Grund eines vom Finanzdepartement, also der beschwerdebeklagten Behörde, vorgelegten Entwurfes fällt. Zur Herbeiführung eines richterlichen Entscheides ist der Abgabepflichtige genötigt, die Steuerzahlung zu verweigern und sich vor den Strafrichter stellen zu lassen. Dieser rechtlich unhaltbare Zustand würde am einfachsten und gründlichsten durch die endliche Schaffung des eidgenössischen Verwaltungsgerichtes (Art. 114bis BV) beseitigt. Bis dahin würde es sich empfehlen, die gegenwärtig dem eidgenössischen Finanzdepartement als Beratungsinstanz beigegebene eidgenössische Stempelkommission zu einer Urteilsinstanz, einer selbständigen Rekursbehörde zu machen.

Hinsichtlich der Stellung der eidgenössischen Stempelabgaben im Steuersystem, in der Gesamtheit der von Bund, Kantonen und Gemeinden erhobenen Steuern, sollte durch die Wahl der Stempelabgabe auf Urkunden des Handelsverkehrs als Bundessteuer namentlich die Kollision mit den bestehenden kantonalen und kommunalen Steuern, die wirtschaftliche Doppelbesteuerung des Bürgers vermieden werden. Die Abgrenzung gegen die kantonalen Steuern hat von vorneherein mehr nur juristisch-formelle als materielle und volkswirtschaftliche Bedeutung. Von der Höhe der Stempelsteueransätze hing es ab, ob sie nicht auch Vermögen und Einkommen des Bürgers erheblich in Anspruch nehme. Das ursprüngliche Stempelabgaben-Gesetz hat die Gefahr vermieden. Die eidgenössische Kriegssteuer hat in die Abgrenzung eingegriffen, und nach Inkrafttreten des Gesetzes vom 25. Juni 1921 betreffend die Stempelabgabe auf Coupons wird materiell kein Unterschied zwischen dieser und einer Ertragssteuer auf Wertschriften bezw. auf den aus ihnen fliessenden Zinsen und Dividenden festgestellt werden können; ihr Objekt ist das gleiche wie dasjenige der kantonalen Vermögens- und Einkommenssteuern, wenn sie auch in formaler Hinsicht im Rahmen einer Verkehrssteuer auf Urkunden des Handelsverkehrs bleibt. Der Schutz, den Art. 41bis BV gegen wirtschaftliche Doppelbesteuerung bieten wollte, ist illusorisch geworden. Offensichtliche Nachteile und Härten bestehen bei der Couponssteuer; anderseits bietet sie, gerade vom Standpunkte der Steuergerechtigkeit und Steuerehrlichkeit aus betrachtet, entschiedene Vorteile, gibt sie doch allein eine Garantie, dass das Wertschrifteneinkommen auf Inhaberpapieren, heute wohl der grösste Teil des fundierten Einkommens, wirklich zur Besteuerung herangezogen wird. Durch zweckmässige Ausgestaltung dieser Steuer lassen sich die Härten wohl vermeiden oder doch erheblich einschränken. Im Einzelnen sei auf das Referat verwiesen (S. 52 ff.).

Ist der Vorteil der Couponsteuer in der richtigen steuerrechtlichen Erfassung des Wertschrifteneinkommens zu erblicken, so ist nicht ersichtlich, weshalb der Bund sie für sich allein vorbehalten, und die Kantone bei ihren alten, weniger wirksamen Formen in der nämlichen Steuermaterie belassen soll. Diese Erwägung führt auf den Hauptmangel des schweizerischen Steuerrechtes überhaupt: das Fehlen eines einheitlichen Steuersystems. Dieser Mangel wurde mit der auf etwa sechszehn Jahre berechneten neuen Kriegssteuer wieder fühlbar gemacht, und wird es bei Inkrafttreten der Couponsteuer noch mehr werden. Die Kantone und die Gemeinden, der Bund mit der Kriegs- und der Couponsteuer erfassen Vermögen und Einkommen des Bürgers. Dafür bestehen eine ganze Reihe nebeneinander herlaufender Veranlagungsverfahren und verschiedene Veranlagungsbehörden. Die Grundlagen für die Steuerbemessung, die Vorschriften über das Verfahren und den Steuerbezug sind ganz verschiedenartig und belaufen sich nachgerade z. B. für den Kanton Bern auf annähernd 600 Steuerartikel. Aus diesem Zustand ergibt sich zunächst ein Widerstreit zwischen eidgenössischen und kantonalen Steuerinteressen. Wo dann die kantonalen Behörden neben den eigenen Steuern auch die Bundesabgaben zu erheben haben, wird eine gewisse Verwirrung und Unsicherheit kaum vermeidlich sein, wenn das gleiche (steuerrechtlich und steuertechnisch meistens nicht vorgebildete) Personal die Veranlagung verschiedener, auf der gleichen Quelle beruhender Abgaben nach verschiedenartigen Vorschriften besorgen soll. Der Bürger kann sich in dem Labyrinth von Vorschriften und Strafdrohungen kaum zurecht finden, und die selbständige Belastung des einzelnen Steuerobjektes durch Bund, Kanton und Gemeinde, ohne Rücksicht darauf, ob die gesamte Steuerlast getragen werden kann, führt zu wirtschaftlicher Schädigung. Die Wirkungen solcher, auf die Dauer unhaltbarer, Verhältnisse werden sich in verhältnismässig kurzer Zeit sowohl im fiskalischen

Ertrag der Steuern, wie auch in ihrer volkswirtschaftlichen Rationalität, sowie hinsichtlich der Steuergerechtigkeit und Steuerehrlichkeit fühlbar machen.

Das einzig praktische Mittel zur Bekämpfung dieser Unzukömmlichkeiten bildet wohl die Einführung eines allgemein schweizerischen Steuersystems, das darin bestehen würde, dass Abgaben, welche Bund, Kantone und Gemeinden auf dem nämlichen Steuerobjekt und aus der nämlichen Steuerquelle beziehen, auch auf einheitlicher steuerrechtlicher Grundlage erhoben werden. Dabei behielten die Kantone ihre Steuerhoheit; bundesrechtlich würden nur gewisse Normativbestimmungen aufgestellt, welche die Veranlagung der dem Bund und den Kantonen gemeinsam zustehenden Steuern auf identischer materieller Grundlage ermöglichten und das Veranlagungsverfahren, wo tunlich, vereinigten. Dann weiss auch der Bürger, wie er selbst sich veranlagen muss.

Dieses System hätte neben dem Vorteil einer grossen Vereinfachung noch den andern, dass die Veranlagung der einzelnen Steuern immer denjenigen Organen des Gemeinwesens übertragen werden könnte, welche dazu am besten geeignet sind. Eine Steuer auf Vermögen oder Einkommen wird zweckmässiger von den kantonalen Behörden veranlagt, Verkehrsabgaben richtiger durch die Bundesverwaltung, weil die ihnen zu Grunde liegenden wirtschaftlichen Verhältnisse sich sehr häufig über die Kantonsgrenzen hinaus erstrecken. Dass dabei hinsichtlich Ausgestaltung der direkten Steuern genügend Raum für eine Berücksichtigung wirtschaftlicher Eigenheiten eines Kantons gelassen werden müsste und könnte, versteht sich von selbst. Das ganze Problem des schweizerischen Steuersystems ist deshalb nicht als politisches (Zentralismus oder Föderalismus), sondern als rein rechtliches und steuertechnisches aufzufassen; seine Verwirklichung allein würde aber auch eine wesenskonforme Verwendung der Stempelabgabe als Verkehrssteuer erlauben. Da sie ja, wie schon gezeigt, die auf Grund der

wirtschaftlichen Verkehrsvorgänge in Bildung begriffenen Werte steuerrechtlich zu erfassen hat, stellt sie das natürliche Zwischenglied zwischen Vermögens- und Einkommenssteuer dar. Als solches hilft sie mit, die Steuerlast der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit des Steuersubjektes anzupassen, indem sie dieselbe bereits in ihrem Entwicklungsstadium in Anspruch nimmt.

Es liegt nicht in der heutigen Aufgabe, die rechtlichen und volkswirtschaftlichen Grundlagen eines schweizerischen Steuersystems zu skizzieren. Der Gegenstand musste gestreift werden, weil sich aus den Untersuchungen über die Rechtsnatur der eidgenössischen Stempelabgaben und über ihre gesetzgeberische Verwirklichung ergeben hat, dass die der heutigen Regelung anhaftenden Mängel nicht ausschliesslich steuerrechtlicher Natur sind, sondern sich namentlich auch aus der unzureichend geordneten Stellung der Stempelabgabe zur Besteuerung des Vermögens durch Bund, Kantone und Gemeinden ergeben. Mit Recht verlangt deshalb der H. Korreferent eine Revision des Stempelgesetzes und namentlich der Vollziehungsverordnung. Eine befriedigende Lösung der Frage wird sich dagegen auf diesem Wege allein nicht finden lassen, hängt vielmehr mit dem weit grösseren und schwierigeren Problem einer allgemeinen schweizerischen Steuerreform untrennbar zusammen. Wird einmal daran gegangen, dann ist es wünschenswert, dass die schweizerische Juristenwelt mehr beigezogen werde, als es bisher geschehen ist und geschieht. Nur die Mitwirkung des juristischen Elementes wird beitragen, dass nicht nur die fiskalischen Interessen gewahrt werden, sondern auch die Grundsätze des Rechts und der Steuergerechtigkeit mehr zum Durchbruch kommen.

M. *Victor Gautier*, avocat à Genève, co-rapporteur, déclare tout d'abord vouloir être très bref. Son point de vue a été suffisamment exposé dans le rapport écrit; il ne juge pas à propos de revenir sur les questions qu'il y a développées. Ce qui lui importe actuellement, c'est

de connaître l'opinion des juristes sur cette importante question.

Il tient pourtant à émettre le voeu que la discussion de ce jour porte spécialement sur la 1re conclusion de son travail, à savoir que la délimitation n'est pas assez clairement établie entre les trois sources de droit qui contiennent les bases et les règles de l'imposition fédérale par les droits de timbre, savoir: la loi fédérale du 4 octobre 1917, l'ordonnance d'exécution du 20 février 1918, et l'arrêté du Conseil fédéral du 23 décembre 1919.

Le désaccord entre les principes constitutionnels de l'art. 41bis CF et les dispositions de la loi sur le timbre doit spécialement attirer l'attention des juristes et servir de leçon pour les projets législatifs futurs.

L'ordonnance fédérale du 20 février 1918 est trop longue. Elle fait oeuvre de loi; elle définit; elle innove et modifie même parfois la loi.

Si la législation sur les droits de timbre peut trouver une certaine excuse à ses imperfections dans la nouveauté du sujet et la rapidité de son élaboration, il est pourtant du devoir des juristes de réagir contre les tendances inconstitutionnelles qu'elle contient. Il nous incombe de veiller à ce que les bases et les principes de notre droit public restent intangibles.

Les rapporteurs sont vivement applaudis. Le *Président* les remercie pour les travaux écrits aussi documentés qu'intéressants et pour leur introduction orale. Il ouvre ensuite la

discussion générale.

Herr Dr. *Jul. Frey*, Zürich, hat ernste Bedenken gegen die vom H. Referenten angenommene Theorie einer sog. potentiellen Besteuerung, womit „die keimenden Elemente der Wertbildung steuertechnisch erfasst werden könnten.“ Läge sie unserm Stempelabgabengesetz zu Grunde, dann hätte es mit aller Energie bekämpft werden müssen. Keimende Elemente der Wert-

bildung mit Steuer zu belasten, ist verkehrt, sie müssen vielmehr geschont und zur Entwicklung gebracht, und dann, entwickelt, steuertechnisch erfasst werden. Darum ist sehr darauf zu achten, dass der Stempel, der eben leider vielfach solche keimende Elemente der Wertbildung trifft, mässig sei, damit sie nicht von ihm zerstört werden. Das ist bei uns durchaus der Fall. Abzulehnen ist mit dem H. Korreferenten die Begründung der Botschaft des Bundesrates: bei den zur Besteuerung angezogenen Rechts- oder Kapitalübertragungen erlange wenigstens eine der Parteien einen Gewinn oder doch eine Gewinnaussicht, dieser „nicht periodisch, sondern allein im Augenblick der Gründung, der Kapitalerhöhung oder der Obligationenausgabe eintretende Wertzuwachs" sei die Steuerquelle; oder (wie Herr Blumenstein): die Transaktionen könnten zur Entstehung von Vermögen, Einkommen oder Ertrag führen und seien darum zu besonderer Besteuerung geeignet. Diese Vorgänge schaffen nicht neues Vermögen, sie organisieren bloss schon vorhandenes in andere Gestalt, wo es leistungsfähiger wird, als vorher seine einzelnen Teile waren. Deshalb ist Besteuerung in diesem Momente nicht ungerechtfertigt. Die Auffassung der Stempelsteuern als Äquivalente für Leistungen des Staates ist so richtig oder unrichtig wie die gleiche Begründung für alle andern Steuern. Auch als besondere Form der Einkommenssteuer sind sie kaum anzusprechen. Dem Hrn. Korreferenten ist wohl beizustimmen, dass es eine innere Begründung für die Einführung der Verkehrssteuern, speziell der Stempelabgaben, überhaupt nicht gibt, ausser der Staatsnotwendigkeit, die Mittel für den Staatshaushalt auf möglichst einfache und den Bürger möglichst wenig drückende Art zu beschaffen. Diese Begründung trifft auch bei unserer Stempelsteuer zu und reicht aus. Dabei ist anzuerkennen, dass die Einführung des Stempels mit einer weisen Beschränkung auf diejenigen Verkehrsakte erfolgt ist, die ihn am leichtesten tragen können: die Verkehrsakte des

Handelsverkehrs. Die Beschränkung folgt aus Art. 41bis BV, speziell aus den Worten „und andere Urkunden des Handelsverkehrs", welcher Ausdruck sich nicht (wie der Berichterstatter im Ständerate irrig meinte) auf die unmittelbar vorher genannten Frachturkunden bezieht. Die in Art. 41bis BV ausdrücklich erklärte Ausnahme von Urkunden des Grundstück- und des Grundpfand-Verkehrs ist überflüssig (ebenso wie die im ersten Entwurf erwähnte Ausnahme der Urkunden des Erbganges) und nur vorsichtshalber, zur Beruhigung der Kantone, stehen geblieben. Dass die zur Besteuerung angezogenen Verkehrsakte immer nur solche des Rechts-, nicht auch des Wirtschaftsverkehrs sein müssen (was heute nicht mehr so stark wie in den gedruckten Referaten betont wird), findet in unseren Rechtsquellen keine Stütze. Die Belastung der auf dem Wege der Emission oder der Börseneinführung in die Schweiz gelangenden ausländischen Wertpapiere trifft doch einen Wirtschaftsvorgang, ähnlich wie der Zoll, der auf einen eingeführten Wagen Bier erhoben wird. Ausser Zweifel steht, dass die Stempelabgabe grundsätzlich nur in Verbindung mit einer Urkunde erhoben werden kann, aber nur mit solchen Urkunden, die bereits im Verfassungsartikel selbst genannt oder in Ausführungsgesetzen besonders bezeichnet werden.

Den mannigfachen Aussetzungen gegenüber, die an der gesetzgeberischen Ausgestaltung des Verfassungsgrundsatzes gemacht wurden, muss darauf hingewiesen werden, dass es sich um eine schwierige Materie und um einen ersten Versuch auf eidgenössischem Gebiete handelte. Das Gesetz von 1917 hat sich bei der Festsetzung der stempelpflichtigen Urkunden streng an die Verfassung gehalten und nur die in ihr schon genannten Urkunden als stempelpflichtig erklärt; dabei durfte es unbedenklich auch ausländische Wertpapiere, soweit sie der eidgenössischen Steuerhoheit unterliegen, einbeziehen, weil die Erhebung eines Wertschriftenstempels nicht auf inländische Wertpapiere beschränkt ist. Scharf angegriffen

wurde die Verfassungsmässigkeit des Gesetzes vom 25. Juni 1921 betreffend die Stempelabgabe auf Coupons, das sich ebenfalls auf Art. 41bis BV und Art. 46 g BV beruft. Die Couponsteuer ist aber nicht in höherem Grade direkte Einkommenssteuer (die nach anerkanntem Finanzausgleich zwischen Bund und Kantonen letzteren zusteht), als die unangefochtene Emissionsstempelabgabe als direkte Vermögenssteuer angesprochen werden könnte. Die Coupons lassen sich sowohl als selbständige Wertpapiere ansehen (das sind sie, sobald sie von ihren Titeln abgetrennt sind), wie als „andere" Urkunden des Handelsverkehrs. In beiden Fällen ist der Bund befugt, sie einer Stempelabgabe zu unterwerfen. An der Verfassungsmässigkeit der Couponsteuer ist daher nicht zu zweifeln. Dagegen war die Frage zu prüfen, ob es sich rechtfertige, das in Wertschriften angelegte, also ganz besonders mobile Vermögen nach zwei Richtungen, durch den Emissionsstempel einerseits, den Couponstempel anderseits mit Extrasteuern zu belasten. Das war jedoch keine juristische, sondern eine wirtschaftliche Frage nach der verschiedenen Tragfähigkeit der verschiedenen Vermögensbestandteile. Sie ist im Sinne der Zulässigkeit entschieden worden, wobei die Hauptsache ist, dass man sich in mässigen Grenzen gehalten hat, so dass die Sonderbesteuerung nicht als unerträglich bezeichnet werden kann.

Dagegen fehlte die verfassungsrechtliche Kompetenz für eine Stempelabgabe auf Zinsgutschriften, insbesondere in dem ursprünglich vorgesehenen weiten Masstab, der auch Zinsgutschriften auf Sparkasseguthaben einschloss. In dem festgehaltenen Umfang der Belastung von „Zinsen für Guthaben bei inländischen Banken, die auf länger als sechs Monate fest angelegt sind oder deren Rückzahlung nur unter Beobachtung einer Kündigungsfrist von mehr als sechs Monaten verlangt werden kann", erscheint die Massregel jedoch unbedingt notwendig zur Verhütung naheliegender Umgehungen der eigentlichen Couponsteuer.

Der gleiche Rechtsgrund der Notwendigkeit der Sicherstellung des Gesetzesvollzuges ist auch entscheidend für die Erhebung von Stempelabgaben in Fällen, in denen keine Werttitel oder Coupons ausgestellt sind, es sich aber doch zweifellos um Gründung von Aktiengesellschaften oder Genossenschaften, um Ausgabe von Anleihen und Erträge auf Aktien und Obligationen handelt. Wollte man da am Erfordernis einer stempelpflichtigen Urkunde festhalten, so würden bald viele Aktiengesellschaften ohne wirkliche Aktienausgabe gegründet, oder die Aktien ohne Coupons ausgegeben, viele Anleihen in Form von Schuldbucheintragungen aufgenommen, und damit die Stempelabgabe zu umgehen versucht werden.

Wichtiger sind die Bedenken gegen die Erneuerungsabgabe auf Aktien und Stammanteilen und die (von den HH. Referenten nicht berührte) Nachholung der Stempelabgabe auf bereits vor Inkrafttreten des Gesetzes ausgegebenen Aktien und Stammanteilen (ab 1927). In beiden Fällen fehlt ein Rechtsvorgang des Handelsverkehrs, der dazu Anlass böte. Die Veranlassung zu beiden Abweichungen vom Verfassungsgrundsatz war eine rein praktische: die für die ganze Dauer der Gesellschaft in Umlauf bleibenden Aktien sollten nicht vom Erneuerungsstempel oder, wenn vor dem 1. April 1918 ausgegeben, von jeder Stempelabgabe befreit und damit ohne inneren Grund besser gestellt werden, als Obligationen, die in der Regel keine lange Laufzeit haben und bei Fälligkeit erneuert werden und dann neuerdings dem Stempel verfallen. Mit dem Ausdruck „Stempelabgaben auf Wertpapieren" usw. können an sich ja auch Abgaben auf bestehenden, wie auf neu zu schaffenden Handelsverkehrsurkunden gemeint sein, so dass der Wortlaut der Verfassung dieser Erneuerung und Nachholung wenigstens nicht widerspricht; das mochte über das Fehlen des theoretisch unzweifelhaft zu fordernden Requisites des Verkehrsvorganges hinwegsehen lassen. Durch Art. 16

des Couponsteuergesetzes ist die Wiederholung des Aktienstempels ausdrücklich aufgehoben worden, wiederum nicht aus juristischen Gründen, sondern weil sich mit der Couponsteuer der gleiche oder vielleicht noch ein besserer finanzieller Erfolg erreichen lasse. Geblieben ist die Rückwirkung des Stempelgesetzes durch Heranziehung der vor dem 1. April 1918 ausgegebenen Aktien zur einmaligen Emissionsstempelabgabe von 1 ½%. Das rechtfertigt sich im Hinblick auf die bei Konversionen sukzessive eintretende Belastung auch der vor Inkrafttreten des Gesetzes schon ausgegebenen Obligationen, wie mit Rücksicht auf die wünschbar gleichmässige Belastung der verschiedenen Serien des Aktienkapitals einer und derselben Gesellschaft; besonders aber auch dadurch, dass die Eidgenossenschaft nicht auf die Heranziehung der 6305 Aktiengesellschaften mit Fr. 5,812,104,000 Aktienkapital, wie sie am 1. Januar 1918 bestanden haben, verzichten kann.

Hier lässt nun die Tatsache, dass zwei Stempelabgaben, die Wiederholung des Emissionsstempels auf Aktien und Stammanteilen, und die Erhebung dieses Stempels auch auf den vor dem 1. April 1918 ausgegebenen Aktien und Stammanteilen eingeführt worden sind — zwei Stempelabgaben, die sich auch mit der allgemein anerkannten Theorie der Verkehrssteuer als einer Abgabe von Rechtsverkehrsakten nicht vertragen —, doch vielleicht die Frage nach der rechtlichen Natur der eidgenössischen Stempelabgaben berechtigt erscheinen. Liegen am Ende nicht sowohl tadelnswerte Verletzungen der wissenschaftlichen Anforderungen an die Institution einer reinen Verkehrssteuer nach rezipiertem Muster, als vielmehr blosse Singularitäten einer schweizerischen Steuerart sui generis vor? Wortlaut von Verfassung und Gesetz wären damit durchaus vereinbar. Jedenfalls ist die schweizerische Stempelabgabe keine reine Verkehrssteuer, sondern stark auch nach der Besitzsteuer orientiert. Die Botschaft weist in manchen Wendungen darauf

hin, und in einem Rekursentscheid sagt der Bundesrat sogar ganz kathegorisch: „Die Stempelabgabe ist eine Besitzsteuer". Dennoch dürfte nicht in Abrede zu stellen sein, dass unsere eidgenössische Stempelsteuer trotz alledem ihrem Wesen nach vorzugsweise als Verkehrssteuer zu beurteilen ist. Entscheidende Bedeutung kommt übrigens der Frage nach ihrer Rechtsnatur kaum bei. Die verfassungsrechtlichen und gesetzlichen Bestimmungen genügen wohl, um festzustellen, in welchen Fällen, in welchem Umfange und zu welcher Zeit eine Stempelabgabe geschuldet wird. Ob sie als Verkehrs- oder als Besitzsteuer zu entrichten sei, wird dem Pflichtigen gleichgültig sein.

Die öftere Rüge der Nichtübereinstimmung gewisser steuerrechtlicher Umschreibungen von Urkundsbegriffen mit solchen des Privat- und öffentlichen Rechtes oder auch mit der allgemein üblichen Auffassung des Verkehrs geht zu weit. Das Gesetz präzisiert seinen Geltungsbereich, den von ihm gewollten Umfang der Stempelpflicht genügend durch die Worte „nach Massgabe dieses Gesetzes" (vgl. Art. 1 u. 2). Im Falle einer Abweichung von den zivilrechtlichen Begriffen sind da natürlich die stempelsteuerrechtlichen Definitionen massgebend, da ihre Rechtsquelle gleiche Kraft wie das Zivilrecht hat und als lex specialis vorgeht. Dass innerhalb des gleichen Gesetzes der gleiche Ausdruck, wie z. B. Wertpapier, gleich auszulegen ist, dürfte doch selbstverständlich sein. Als eine Hauptentschuldigung für die Abweichung von zivilrechtlichen Begriffsbestimmungen muss vielfach auch das ganz legitime Bestreben, den Fiskus vor nahe liegenden Gesetzesübertretungen zu schützen, anerkannt werden (so insbesondere Art. 40 Absatz 3).

Gewisse Undeutlichkeiten und Härten sind namentlich dem Stempelsteuergesetze nicht abzusprechen, die beseitigt werden sollten. Man hat sich zum Teil mit der vorläufigen Suspendierung einzelner Bestimmungen (so hinsichtlich Art. 21 Absatz 4) zu helfen gesucht. Ferner

ist eine wesentliche Erleichterung durch die im Gesetze nicht vorgesehene Ermöglichung einer Stundung der Stempelabgaben im Falle einer Sanierung erfolgt, eine Stundung, die von der Anwendung auf beschränkte Teile in der ersten Vollziehungsverordnung vom 20. Februar 1918 bis zur Ermöglichung einer allgemeinen Stundung, sogar eines gänzlichen Erlasses der geschuldeten Stempelabgabe — die Durchführung einer Sanierung immer vorausgesetzt — ausgebildet worden ist. Schwierigkeiten in Hinsicht auf die Erhebung der Stempelabgaben auf sog. Kassaobligationen, scheinbare Widersprüche im Gesetz (z. B. zwischen Art. 33 Absatz 1 und 34 Absatz 4) sind durch die Rekurspraxis abgeklärt worden. Eine bewusste und gewollte Abänderung oder Ergänzung des Gesetzes hat die Vollziehungsverordnung vom 20. Februar 1918 im wohlberechtigten Interesse der Erleichterung der Gesetzesdurchführung dadurch geschaffen, dass sie Genossenschaften, die ihren Geschäftsbetrieb statutarisch auf ihre Mitglieder beschränken, von der Entrichtung der Abgabe auf so lange befreit, als das einbezahlte Stammkapital den Betrag von Fr. 10,000 nicht übersteigt. Eine weniger harmlose Abänderung in Art. 50 der Vollziehungsverordnung vom 20. Februar 1918 ist durch die revidierte Vollziehungsverordnung vom 23. Dezember 1919 wieder gutgemacht worden.

Der Vorwurf der „prodigieuse longueur" der Vollziehungsverordnung ist nicht unberechtigt. Indessen muss die offensichtliche Schwierigkeit der Materie die zu reichliche Kasuistik entschuldigen, und durch Art. 16 des Couponsteuergesetzes ist die Verordnung von einer ihrer kompliziertesten Partien entlastet worden. Einer Revision der Verordnung wird, worin dem H. Referenten beigestimmt wird, eine solche des Gesetzes vorausgehen müssen; doch dürften zunächst noch die Erfahrungen, die mit dem Couponsteuergesetz gemacht werden, abzuwarten sein.

Die mit der Anwendung der Stempelabgaben-Erlasse betrauten Organe sind bestrebt, eine übertrieben

fiskalische Durchführung zu verhüten; Härten lassen sich allerdings bei einer Abgabe, die als reine Objektsteuer grundsätzlich keine Rücksicht auf die allgemeinen Vermögens- und Einkommensverhältnisse der Pflichtigen nimmt, nicht vermeiden. Hier geben im Besonderen drei Punkte, auf welche die Kritik des H. Korreferenten geht, zu Bemerkungen Anlass. — Der Begriff der Sanierung, als Voraussetzung der Stundung oder des Erlasses von Stempelabgaben, erscheint noch nicht abgeklärt. Liegt eine solche nur vor, wenn auch die Aktionäre Opfer bringen müssen — wofür die französische Wiedergabe des Begriffes durch „réconstitution financière" und der Inhalt der bundesrätlichen Botschaft zu sprechen scheinen, — oder schon dann, wenn nur den Gläubigern grössere oder kleinere Zugeständnisse zugemutet werden? Da schon die blosse Stundung von Obligationen nach dem Stempelgesetz als Erneuerung zu betrachten ist, welche eine neue Stempelpflicht auslöst, so kann es sich weiter fragen, ob in einem solchen Falle eine „Sanierung" vorliegt, auch wenn das Aktienkapital einstweilen (wenn auch gefährdet) unangebrochen bleibt. Für solche Fragen muss auf das Ermessen der Steuerverwaltung abgestellt werden. Gewisse Richtlinien müssen aufgestellt werden, aber zunächst durch die Praxis; eine grössere Zahl Rekurse sind darüber bereits anhängig. — Wie ist der Begriff „gemeinnützig" (d'utilité public" in nicht ganz genauer französischer Wiedergabe) zu fassen hinsichtlich Gesellschaften, die von der Stempelpflicht befreit sind, wenn „ihre Tätigkeit unter Ausschluss jedes Erwerbszweckes der Fürsorge für Arme und Kranke, der Förderung des Kultus oder des Unterrichts, oder anderer gemeinnütziger Zwecke zu dienen bestimmt ist"? Wenn die Rekursinstanzen (zum Teil entgegen einem Gutachten der Stempelkommission) entschieden haben, der „andere" gemeinnützige Zweck müsse sich an die vorher genannten unmittelbar anlehnen, eine gewisse „Charité" müsse damit verbunden, es müsse eine rein „altruistische" Aufgabe

ohne jede Förderung der einzelnen Mitglieder sein, eine „activité désintéressée", so ist das wohl zu sehr von Ertragsgesichtspunkten aus veranlasst. Hier sollte bei einer Revision eine Erweiterung der Befreiungsfälle eintreten. — Der wundeste, mit Recht kritisierte Punkt in der jetzigen Ordnung der Dinge durch die Vollziehungsverordnung und in der Auslegung durch die Praxis ist die Art der Stempelerhebung auf fremden Wertpapieren. Diese Abgabe ist auf Wunsch der Bank- und Börsenkreise in wesentlich engerem Umfange eingeführt worden, als im ersten Gesetzesentwurfe vorgesehen war. Dafür sind dann die für den Geschäftsmann klaren und unmissverständlichen Begriffe der „Emission" und der „Börseneinführung" durch die Vollziehungsverordnung so erweitert und ausgedehnt worden, dass wirklich von Rechtsunsicherheit gesprochen, und eine Neuordnung und wesentliche Vereinfachung der ganzen Materie durch eine Revision der Verordnung gewünscht werden muss.

Den Schlussfolgerungen der Herren Referenten wird im Allgemeinen zuzustimmen sein. Die Thesen 4 und 5 des Herrn Dr. Blumenstein gehen etwas über den Rahmen des gestellten Themas hinaus, eignen sich aber als Gegenstand von Anregungen, wie sie der Juristenverein schon oft in glücklicher Weise für die Ausgestaltung unserer Gesetzgebung formuliert hat. These 6 ist durch die seither erfolgte Aufhebung des Erneuerungsstempels erledigt. These 7 ist mindestens verfrüht; man muss zunächst Erfahrungen mit der Couponsteuer sammeln, bevor man an eine Ausgestaltung derselben gehen kann, die zudem empfindlich in das Steuerrecht der Kantone eingreifen und deshalb auf harten Widerstand stossen würde. Warm zu empfehlen ist die These 3. Die Erledigung von Anständen zwischen dem Fiskus und dem Steuerpflichtigen auf dem Gebiete der Stempelsteuer durch ein eidgenössisches Verwaltungsgericht ist im Interesse der Rechtssicherheit und der Autorität der zu fällenden Entscheide dringend wünschbar. Sollte das

nicht zu erreichen sein, so würde sich die vom Herrn Referenten beantragte Umbildung der jetzigen Stempelkommission in eine mit endgültiger Entscheidungsbefugnis ausgestattete unabhängige Stempelrekurskommission wohl rechtfertigen lassen. Immerhin bietet der heutige Rechtszustand keine solchen Inkonvenienzen, dass damit nicht bis zu einer gelegentlichen anderweitigen Revision des Stempelsteuergesetzes gewartet werden könnte. Die Mitglieder der Stempelkommission, als begutachtenden Organes, sind im Wesentlichen entnommen aus dem Kreis der Sachverständigen des Bank-, Börsen-, Versicherungs- und Transportwesens, der zur juristischen Auslegung des Gesetzes Berufenen, und der Vertreter des fiskalischen Interesses. Die Wünschbarkeit der Begutachtung lag auf der Hand, wollte man nicht der Steuerverwaltung, die naturgemäss vorwiegend das fiskalische Interesse vertritt, übermächtigen Einfluss auf die Gestaltung der Rekursentscheide einräumen. Bis jetzt sind der Stempelkommission 142 eigentliche Rekursfälle zur Begutachtung überwiesen worden. Nur in zweien wich der Entscheid des Finanzdepartementes oder des Bundesrates von den gestellten Anträgen ab: in der bereits erwähnten Frage des gemeinnützigen Charakters einer Gesellschaft, und in der Frage der Verpflichtung zur Entrichtung des Umsatzstempels für sog. Unterbeteiligungen bei Syndikatsgeschäften (beidemale im Sinne der Abweisung, anstelle der vorgeschlagenen Gutheissung des Rekurses). Ein wesentliches Auseinandergehen in den Auffassungen der heute nur begutachtenden Stempelkommission und der endgültig entscheidenden Instanzen (Finanzdepartement bezw. Bundesrat) ist sonach nicht festzustellen. Für die Umwandlung in eine Stempelrekurs-Kommission würden aber sprechen: die Rücksichtnahme auf eine tunlichste Entlastung von Finanzdepartement und Bundesrat, und das grössere Vertrauen des Publikums in eine vollständig unabhängige Rechtssprechung, bei der die Rekursentscheide nicht, wie jetzt,

durch die zur Wahrung der finanziellen und fiskalischen Interessen des Bundes berufenen Behörden gefällt werden. Es ist auch nicht leicht ein Grund ausfindig zu machen, weshalb in den verschiedenen Kriegssteuer- und Kriegsgewinnsteuer-Erlassen letztinstanzlich über den kantonalen Instanzen eine eidgenössische Rekurskommission mit endgültiger Entscheidungsbefugnis aufgestellt wurde, für die Erledigung von Stempelanständen die blosse Beschwerde an die am finanziellen Ausgang interessierte Administrativbehörde — oder die Flucht vor den Strafrichter nach dem alten Finanzstrafgesetz vom 30. Juni 1849.

Herr Regierungsrat Dr. *A. Im Hof*, Basel, stimmt der Auffassung zu, dass das Stempelsteuergesetz revisionsbedürftig sei; die Tatbestände, welche die Stempelpflicht begründen, die Bestimmung der abgabepflichtigen Urkunden sollten genauer umschrieben, Steuerveranlagung und Steuerbezug einfacher gestaltet werden. Dagegen besteht die Gefahr, dass eine solche Revision, heute vorgenommen, gerade ihr Ziel verfehlen und auf der einen Seite wohl Verbesserungen, auf der andern Seite aber andere Unzukömmlichkeiten schaffen würde. Es wird richtiger sein, zunächst durch Änderung an der Vollziehungsverordnung Hilfe zu suchen. Diese enthält hinsichtlich Steuerveranlagung und Steuerbezug vielfach vom Gesetze abweichende, sowie sehr kompliziert erscheinende Bestimmungen. Die Kompliziertheit liegt aber mehr in der Ausdrucksweise als in der Sache, und die Abweichungen vom Gesetz bedeuten im Allgemeinen nicht einen Widerspruch zu ihm. Die hauptsächlichste Abweichung besteht darin, dass die Abgaben vielfach nicht im Augenblick der Fälligkeit auch bezahlt werden müssen, sondern in ein Register eingetragen und später in bequemeren Epochen gezahlt werden können. Dieses System ist eine Erleichterung für die Steuerpflichtigen und ist dann auch aus den Kreisen der Steuerzahler für eine Kategorie verlangt worden, für die es anfänglich nicht vorgesehen war: für die Abgabe auf Kassenobligationen

und Kassenscheinen; in der revidierten Verordnung ist dem Rechnung getragen worden. Im Widerspruch mit dem Gesetze steht dieses System nicht, es ist einfach die Frage, wann der Fiskus das Geld beziehen will.

Gegen das Begehren, der Stempelkommission selbständige Entscheidungsbefugnis einzuräumen, erheben sich verfassungsrechtliche Bedenken. Die Bundesverfassung bestimmt erschöpfend die Bundesbehörden. Für die Kriegssteuer und Kriegsgewinnsteuer ist allerdings eine eidgenössische Steuerrekurskommission als selbständige Bundesbehörde eingeführt worden, ohne dass die Verfassung dazu ausdrücklich die Ermächtigung gäbe. Es ist hier nicht zu untersuchen, ob sich das aus der besondern Gestaltung rechtfertigen lasse, welche diese Steuern in verfassungsrechtlicher Hinsicht erfahren haben. Für die Stempelsteuer fehlt jedoch eine entsprechende Regelung; Art. 41 bis ist eine blosse Kompetenznorm. Die Verfassung enthält keine allgemeine Ermächtigung, durch Gesetz weitere Bundesbehörden zu schaffen neben dem Bundesrate und dem Bundesgerichte, mit Ausnahme des Verwaltungsgerichtes. Die selbständig entscheidende Steuerrekurskommission wäre ein Verwaltungsgericht, aber nicht das verfassungsmässig gewollte Verwaltungsgericht mit allgemeiner Entscheidungsbefugnis, sondern ein Spezialgericht. Solche auszubilden, erscheint auch aus andern Gründen nicht als richtig.

Die Frage nach der Rechtsnatur der Stempelabgaben ist von entscheidender Bedeutung für die Abgrenzung der Kompetenzen zwischen Bund und Kantonen und für die Beurteilung der Verfassungsmässigkeit einzelner Bestimmungen des Gesetzes. Auch wenn der Richter gegen die Verfassungswidrigkeit eidgenössischer Gesetze nicht angerufen werden kann, ist die Feststellung der einzuhaltenden Grenzen doch nicht müssig, wie der Herr Referent sagt; es ist nicht gleichgültig, ob diejenigen, welche am Ausbau der Gesetzgebung arbeiten, die Grenzen der Bundeskompetenz klar erkennen oder nicht.

Nach den Ausführungen des Herrn Referenten soll die jetzt beseitigte Wiederholung der Abgabe auf Aktien und Stammanteilen und die Wiederholung der Abgabe auf Wechseln, sowie die Couponsteuer verfassungswidrig sein, weil diese Abgaben keine Rechtsverkehrssteuern seien; die Couponsteuer erfülle das materielle, die Wiederholungsabgaben erfüllten das formelle Kriterium nicht. Nach einem materiellen Kriterium der Verkehrssteuer zu suchen, erscheint als unrichtig. Nach dem Herrn Referenten soll es positiv in der „treibenden Kraft der Kapitalbildung" liegen, negativ darin, dass die Verkehrssteuer den wirtschaftlichen Wert des in der Urkunde verkörperten Rechtes, oder den Wert des daraus fliessenden Ertrages nicht ins Auge fasse. Durch die wirtschaftliche Bedeutung des Vorganges, an den sie sich knüpft, wird aber die Verkehrssteuer nicht charakterisiert. Die Couponsteuer erfasst nicht die treibende Kraft der Kapitalbildung und ist doch eine echte Verkehrssteuer; dass sie den Abgabepflichtigen ähnlich wie eine Einkommenssteuer belastet, ist für ihre verfassungsrechtliche Betrachtung unerheblich; Analoges kommt auch bei Abgaben vor, die zweifellos die treibende Kraft der Kapitalbildung belasten, wie diejenigen auf Prämienquittungen der Lebensversicherung, wo durch die Prämienzahlung ein Kapital gesichert wird; die Stempelabgabe auf der Prämienquittung gleicht sehr einer jährlichen Steuer für das Versicherungskapital, das ja tatsächlich auch für die kantonale Besteuerung in Betracht fällt. Allein es ist auch nicht richtig, dass die Verkehrssteuer auf den wirtschaftlichen Wert ihres Objektes keine Rücksicht nimmt. Das tut sie im Gegenteil sehr eingehend, wie jede andere Steuer, allerdings unter dem Gesichtspunkte der Leistungsbemessung, aber dieser Gesichtspunkt lässt sich nicht isolieren.

Das formale Kriterium der Verkehrssteuer ist allerdings die Anknüpfung an einen Verkehrsvorgang. Allein es fragt sich, ob wirklich, wie der Herr Referent meint, die Zuständigkeit des Bundes auf Abgaben beschränkt

ist, welche dieses Kriterium aufweisen. Die Verkehrssteuer ist allerdings die gegebene Form für die Besteuerung der in Art. 41bis BV dem Bunde für die Stempelabgabe vorbehaltenen Urkunden; sie als die einzige zu bezeichnen, bedeutet wohl eine zu weitgehende Rücksichtnahme auf die Gesetzesmaterialien und eine zu einseitige Deutung derselben. Entsprechend dem bisher stets beobachteten Grundsatze, dass dem Bunde die indirekten, den Kantonen die direkten Steuern überlassen sein sollen, wollte Art. 41bis die in ihm genannten Urkunden jenem zur Erhebung jeder Art indirekter Steuer zuweisen. Diese ist nicht identisch mit Verkehrssteuer, wie anderseits der Begriff der Stempelsteuer zwar auf eine Form der indirekten Besteuerung, aber nicht notwendig nur auf die Besteuerung von Verkehrsvorgängen verweist.

Die Frage nach der Rechtsnatur der Stempelsteuer wird sich demnach als die Frage nach dem Kriterium der indirekten Steuer stellen, das darin liegt, dass diese Art der Steuer die individuelle Leistungsfähigkeit des Individuums unberücksichtigt lässt.

Diese Auffassung beseitigt zunächst eine Schwierigkeit. Wäre, wie der Herr Referent will, die Kompetenz des Bundes auf Verkehrssteuern beschränkt, so würden die unter das Stempelsteuergesetz fallenden Urkunden der Besteuerung der Kantone nur soweit entzogen sein, als diesen die Belastung derselben mit Verkehrssteuern untersagt wäre, während doch auch er sie als der kantonalen Steuerhoheit ganz entzogen ansieht. Sodann fallen bei der dargelegten Auffassung die Bedenken gegen die Verfassungsmässigkeit der Wiederholung der Abgabe auf Aktien usw. und der Abgabe auf Aktien, die vor Erlass des Gesetzes ausgegeben worden sind, Besteuerungen, die an keinen Verkehrsvorgang anknüpfen. Die Wiederholung der Abgabe lässt sich übrigens auch innerhalb eines reinen Verkehrssteuersystems rechtfertigen. Es handelt sich einfach darum, dass die durch den Verkehrsvorgang der

Urkundenerrichtung begründete Steuerpflicht nicht sogleich zur Fälligkeit aller darin eingeschlossener Steuerleistungen führt, ähnlich wie bei dem „abonnement au timbre", das auch schweizerische Kantone gekannt haben. Das war auch in der Tat der Gesichtspunkt, der bei den angefochtenen Abgabearten den Gesetzgeber bestimmte, wie Herr Dr. Frey für die Aktienabgabe bereits dargelegt hat.

Von der dargelegten Auffassung aus fällt nun ein lehrreiches Licht auf die Vorschläge des Herrn Prof. Blumenstein zur zukünftigen Gestaltung des schweizerischen Steuerrechts. Er will bei den Stempelabgaben die individuelle Leistungsfähigkeit berücksichtigt wissen, und in das System der Bundessteuern also das für die direkte Besteuerung wesentliche Element eingeführt sehen. Damit erhebt sich aber die Frage, welches neue Kriterium für die Unterscheidung von Bundes- und Kantonalkompetenz dann aufgestellt werden kann.

Herr Prof. Dr. *Paul Speiser* äussert sich im Besonderen zum Vorschlage der Umwandlung der Stempelkommission in eine entscheidende Rekurskommission und unterstützt die dagegen erhobenen verfassungsrechtlichen Bedenken. Im Gegensatz zur vorübergehenden Kriegs- und Kriegsgewinnsteuer ist die Stempelsteuer eine bleibende ordentliche Einnahme im Fiskalsystem des Bundes, wie die Zölle usw.; sie fällt deshalb ohne weiteres unter das Bundesgesetz betreffend das Verfahren bei Übertretungen fiskalischer und polizeilicher Bundesgesetze vom 30. Juni 1849. An den hier vorgesehenen Rechtsgang hat man sich also zu halten, und die Stempelkommission konnte nur als beratende, nicht als entscheidende Stelle eingeführt werden. Aber nun sollte endlich einmal mit der Einführung des in der Verfassung vorgesehenen Verwaltungsgerichtes ernst gemacht werden, zunächst für die Stempelsteuer, dann auch für die übrigen ihm unterstehenden Gebiete.

Zu begrüssen ist, dass der Schweizerische Juristen-

verein nun auch die Fragen des Steuerrechtes (nicht des Steuerwesens) in den Kreis seiner Beratungen gezogen hat. In diesen Sachen wird zu sehr nach fiskalischen Gesichtspunkten, in dubio pro fisco legiferirt, unter Vernachlässigung der juristischen Grundsätze der ars aequi et boni.

In diesem Sinne danken alle Redner dem Vorstande für die Wahl des Themas und hoffen, dass der Verein den Steuerrechtsfragen auch weiterhin seine Aufmerksamkeit schenke.

La discussion étant épuisée le *Président* accorde encore la parole au rapporteurs.

Herr Prof. E. *Blumenstein* bleibt bei seiner Auffassung, dass die Stempelabgabe eine steuerrechtliche Erfassung der keimenden Elemente der Wertbildung darstelle. Die von Herr Dr. Frey erwähnte Umformung vorhandenen Vermögens in neue, leistungsfähigere Gestalt schliesst gerade die Wertbildung in sich. Diese Steuern treffen den Verkehr in dem Momente, in dem der Besitz sich bildet (HH. Prof. Speiser und Bundesrat Motta im Nationalrat). Der Abgrenzung der Bundes- und der Kantonal-Kompetenzen nach dem Kriterium der indirekten und der direkten Steuer könnte beigepflichtet werden, wenn nur über diese beiden Begriffe bestimmte Übereinstimmung bestände; aber darüber gibt es eine Menge Definitionen, die alle, je nach dem Ausgangspunkt, richtig oder anfechtbar sind. Die Verfassungsmässigkeit der Couponsteuer soll nicht angezweifelt werden; aber volkswirtschaftlich ist sie infolge der Wiederholung und ihrer Ertragssteuerart nicht mehr das, was eigentlich gewollt war. Sie soll beibehalten werden, jedoch in anderm Rahmen.

Die Umwandlung der Stempelkommission in eine Stempel-Rekurskommission bleibt doch wohl im Rahmen der Verfassung. Art. 41bis BV überlässt den Vollzug vollständig der Bundesgesetzgebung, also auch die Organisation der Stempelsteuer-Justiz. Letzten Endes würde

diese Umwandlung einfach der Beginn der Ausführung des Art. 114 bis BV im Sinne der allmählichen Einführung des Verwaltungsgerichtes sein, für welches ja auch Herr Prof. Speiser mit dem Steuerwesen den Anfang machen will.

M. *Victor Gautier* tient spécialement à répondre à MM. Dr. Frey et Dr. Im Hof. Il ne partage pas l'opinion que la révision de la loi fédérale sur les droits de timbre soit prématurée. On ne doit pas oublier que c'est la première loi sur ce sujet, que le législateur manquait d'expérience lors de son élaboration, qu'il a donc rencontré beaucoup de difficultés et que son oeuvre peut bien être sujette à de nombreuses objections. La loi doit donc être révisée en prenant en considération les expériences acquises. Il faudra surtout éviter d'en corriger les défauts au moyen d'une nouvelle ordonnance qui mettrait une fois encore la loi dans l'ombre et porterait un accroc de plus aux principes constitutionnels, ainsi que l'a d'ailleurs relevé M. le professeur Speiser.

L'orateur n'est pas partisan de la théorie de la nécessité pour justifier les erreurs d'une loi. Il faut avant tout s'en tenir aux bases constitutionnelles. C'est à tort que l'on a donné deux sens au mot „émission": un sens suivant qu'il s'agit de droit fiscal et un autre sens suivant qu'il s'agit de droit civil. Ce système présente des dangers. Notre droit a des notions juridiques, des mots, des définitions qui ne doivent pas dévier lorsqu'il s'agit de questions fiscales.

Les rapporteurs ayant déclaré ne pas vouloir présenter de thèses spéciales, il n'est procédé à aucune votation sur leurs conclusions.

IV.

Les tractanda à l'ordre du jour du lendemain laissant supposer une longue et importante discussion, le Président propose de traiter ancore aujourd'hui les questions suivantes, proposition adoptée par l'assemblée.

Rapport des vérificateurs des comptes 1920/21.

M. le juge fédéral *A. Couchepin* à Lausanne, caissier de la société, présente les comptes annuels et le budget pour l'exercice 1921/22.

A. Compte ordinaire.

Recettes.

Cotisations	fr.	7,364.—
Intérêts des capitaux et divers	„	2,516.25
Intérêts du compte-courant à la Banque cantonale vaudoise	„	139.48
Total des recettes.	fr.	10,019.73

Dépenses.

Administration générale et frais divers . .	fr.	2,618.—
Frais d'impression (délibérations et rapports)	„	3,936.88
Subvention au Fonds spécial pour la publication des Sources du droit suisse . .	„	1,000.—
Total des dépenses	fr.	7,554.88

Excédent des recettes . . .	fr.	10,019.73	
	„	7,554.88	fr. 2,464.85

Bilan au 30 juin 1921

Actif net au 30 juin 1920	fr.	47,701.30
Augmentation plus-value sur titres . . .	„	4,600.—
Augmentation excédent des recettes . . .	„	2,464.85
Actif net au 30 juin 1921 . . .	fr.	54,766.15

B. Compte spécial.

(Pour la publication des Sources du droit).

Recettes.

Subvention fédérale pour 1920	fr.	3,000.—
Subvention fédérale pour 1921	„	3,000.—
Subvention de la Société suisse des juristes	„	1,000.—
Intérêts des capitaux et compte-courant .	„	3,955.30
Total des recettes	fr.	10,955.30
Dépenses . . .		néant.

Bilan au 30 juin 1921.

Actif net au 30 juin 1920	fr. 67,511.50
Augmentation, recettes	„ 10,955.30
Augmentation, plus-value sur titres. . . .	„ 5,808.30
Actif net au 30 juin 1921 . . .	fr. 84,275.10

Budget pour l'exercice 1921/22.

A. Compte ordinaire.

	Compte 1920/21		Budget 1921/22	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Cotisations	fr. 7364.—	—	7300	—
Intérêts	„ 2516.25	—	2600	—
	„ 139.48	—		—
Frais généraux	„ —.—	2618	—	3000
Frais d'impression . .	„ —.—	3936	—	4000
Allocation Fonds spéc.	„ —.—	1000	—	1000
Prix de concours . . .	„ —.—	—	—	1500
Allocation famille Schurter pour les travaux préparatoires d'un C. p. c. f. exécutés par feu le Dr. Schurter, juge féd.	„ —.—			6000
	fr.10019.73	7554	9900	15500

B. Compte spécial.

	Compte 1920/21		Budget 1921/22	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Subvention fédérale .	fr. 6000.—	—	3000	—
Allocation	„ 1000.—	—	1000	—
Intérêts	„ 3955.31	—	4500	—
Frais de collaboration et d'impression d'un volume dont l'impression est en cours	„ —.—	—	—	8500
	fr.10955.31	—	8500	8500

Sur la proposition de MM. les vérificateurs Prof. *Guisan* et Dr. *Engeler*, les comptes et le budget sont approuvés à l'unanimité, avec remerciements au caissier.

V.

M. le Dr. *Ad. Im Hof*, conseiller d'Etat à Bâle, donne lecture du rapport suivant rédigé par M. le professeur Andreas Heusler, membre de la Commission des Sources du droit, empêché par la maladie d'assister à la réunion:

„Die Kommission bedauert über das verflossene Jahr Ihnen nur eine wenig ergiebige Rechenschaft ablegen zu können. Der Grund davon liegt in den Schwierigkeiten, die sich in der Beschaffenheit und der Beschaffungsmöglichkeit des Druckmaterials ergeben haben. Das geeignete, den früheren Bänden entsprechende Papier war zeitweilig nicht zu bekommen, was eine in gehörigem Tempo fortschreitende Drucklegung verhinderte, so dass die Herstellung eines in Arbeit liegenden neuen Bandes auf diesen Herbst zur Unmöglichkeit wurde. Dieser sehr interessante und für die aargauische Rechtsgeschichte ungemein wichtige und ergiebige Band wird die Rechtsquellen des Amtes Aarburg und der Grafschaft Lenzburg enthalten, und wir verdanken ihn der unermüdlichen Tätigkeit und dem über alle Massen wertvollen Eifer unseres Herrn Oberrichters Dr. Walter Merz in Aarau, dem wir für sein getreues Einstehen in allen unsern Nöten den höchsten Dank schuldig sind, was wir auch hier gerne bezeugen möchten. Es liegen mir bis jetzt 15 Bogen fix und fertig vor, es sind noch einige mehr, die mir noch nicht zugekommen sind. Der Druck hatte schon im Anfang dieses Jahres begonnen, aber er ist durch die genannten Verhältnisse über die Massen verlangsamt worden.

Bis zur Fertigstellung dieses Bandes hoffen wir zu der Herstellung eines Bandes fortschreiten zu können, der erfreulicherweise die welsche Schweiz in den Bereich unserer Sammlung zieht, und zwar durch die Rechtsquellen der Stadt Genf. Näherer Angaben darüber muss

ich mich für jetzt noch enthalten. In der Waadt und in Zürich stehen wir in Verhandlungen, die noch nicht über das allererste Stadium hinausgekommen sind; in St. Gallen ist uns leider ein junger Gelehrter, der sich der Sache angenommen hatte, durch einen frühzeitigen Tod entrissen worden.

Was schon in früheren Berichten beklagt wurde, ist das wenige Entgegenkommen, das unserm Unternehmen in der wissenschaftlichen Welt der Schweiz zu Teil wird. Ich rede nicht von dem auf tiefstem Niveau stehenden Absatz des Werkes bei Privatpersonen, so betrüblich es ist; aber besonders bemühend ist es, dass sich auch Kantonsbibliotheken und Bibliotheken wissenschaftlicher Institute, die ein Interesse dafür haben sollten, ablehnend dagegen verhalten. Dadurch sind wir infolge der enorm gesteigerten Beiträge, die wir für Herstellung eines Bandes an den Verleger zu bezahlen haben, ausserdem aber durch den Wegfall vieler Abonnenten im Auslande, in eine Zwangslage geraten, die uns eine grosse Zurückhaltung in der Herbeiziehung tüchtiger, dann aber auch entsprechend zu honorierender Arbeitskräfte gebietet und so in erster Linie die Förderung des Werkes erschwert. Die Auffindung geeigneter Bearbeiter des Rechtsquellenstoffes für unsere Sammlung ist ohnedies schwierig, denn es handelt sich nicht bloss um Persönlichkeiten von wissenschaftlicher Befähigung und einiger Kenntnis der Rechtsgeschichte des Kantons, sondern auch um eine grosse Inanspruchnahme der Zeit und der Musse des mit solcher Aufgabe Betrauten, und um ein gewisses Talent in Entdeckung der richtigen Fundorte u. s. f. Wer durch ein Amt oder einen Beruf in Anspruch genommen ist, wird auch bei regem Interesse für die Sache doch mit einigen Mussestunden nicht recht vom Flecke kommen. Hier kann nur die Möglichkeit einer sehr reichlichen Honorierung Abhilfe schaffen.

Wir sind daher dem Juristenverein sehr zu Dank verpflichtet, wenn er auch dieses Jahr wieder uns den

Beitrag von tausend Franken gewährt, was wir hiemit zu beantragen uns erlauben."

L'assemblée unanime approuve ce rapport et le Président remercie son auteur ainsi que la commission pour les travaux effectués.

La séance est levée à 12½ h.

Sitzung vom 13. September 1921.

Vorsitzender: Herr **Albert Gampert,** Notar, Genf.

VI.

La séance est ouverte à 8½ h.

Il est tout d'abord procédé à l'admission des juristes suivants, à l'unanimité de l'assemblée:

C. Kinkelin, Rechtsanwalt, Romanshorn.
Dr. *R. Iklé,* Advokat, St. Gallen.
Dr. *Walter Gsell,* Bezirksgerichtsschreiber, St. Gallen.
Dr. *Wilhelm Hartmann,* Advokat, St. Gallen.
Dr. *A. Loepfe,* Untersuchungsrichter, St. Gallen.
Dr. *Alfred Ziegler,* Bezirksammann, St. Gallen.
Dr. *M. Fritschi,* Kantonsgerichtsschreiber, St. Gallen.
Dr. *Otto Bischofberger,* Sekretär des Polizei- und Militärdepartements, St. Gallen.
Dr. *Robert Herold,* Direktor der Bodensee-Toggenburgbahn, St. Gallen.
Dr. *H. Göttisheim,* Sohn, Advokat, Basel.
Dr. *J. Eugster,* Rechtsanwalt, Zürich.
Dr. *F. Hagenbüchle,* Obergerichtspräsident, Frauenfeld.
Dr. *Hans Hagmann,* Substitut beim Bezirksgericht, Zürich.
Dr. *Adolf Ziegler,* Bundesgerichtssekretär, Lausanne.
Dr. *F. von Beust,* Rechtsanwalt, Zürich.
Max Petitpierre, avocat, Neuchâtel.
Georges Capitaine, avocat, attaché à la Direction de la Banque populaire suisse, Berne.
Dr. *Robert Kunz,* Rechtsanwalt, Zürich.

Dr. *Roland Fleiner*, Rechtsanwalt, Zürich.
Dr. *E. Graf*, Advokat, Gossau.
Dr. *Robert Fazy*, juge fédéral, Lausanne.
Jakob Strebel, juge fédéral, Lausanne.
Dr. *Jakob Diggelmann*, Rechtskonsulent der A.-G. Leu & Co., Zürich.
Dr. *Leo Eberle*, Rechtspraktikant, St. Gallen.
Dr. *A. Häne*, Bezirksgerichtsschreiber, St. Gallen.
Dr. *R. Hiller*, Advokat, St. Gallen.
Dr. *Hans Hoffmann*, Rechtskonsulent der Schweiz. Bankgesellschaft, St. Gallen.
Dr. *F. Kalberer*, Advokat, St. Gallen.
Dr. *R. Keel*, Stadtrat, St. Gallen.
Dr. *B. Kuhn*, Advokat, Rechtskonsulent der Schweiz. Volksbank, St. Gallen.
Dr. *Joseph Müller*, Bezirksgerichtspräsident, St. Gallen.
Dr. *Otto Probst*, Advokat, St. Gallen.
Dr. *Jos. Schubiger*, Bezirksgerichtsschreiber, St. Gallen.
Alphons Sproll, Advokat, St. Gallen.
Hans Seeger, Oberrichter, Frauenfeld.
Dr. *Ernst Wild*, Bezirksgerichtspräsident, Wil.
Dr. *Marcus Wyler*, Advokat, St. Gallen.
Dr. *W. Künzle*, Advokat, St. Gallen.
Dr. *W. Faessler*, Advokat, St. Gallen.
Dr. *A. Kaier*, Advokat, St. Gallen.
Dr. *Walter Bühlmann*, Bankdirektor, St. Gallen.
W. Baumgartner, Fürsprech, Balsthal.
Dr. *W. Härtsch*, Advokat, St. Gallen.
Dr. *O. Lutz*, Advokat, St. Gallen.
Dr. *A. Altherr*, Advokat, St. Gallen.
Dr. *J. Schwendener*, Advokat, Buchs.
Dr. *Konrad Nägeli*, Stadtrat, St. Gallen.
P. Steiner, Justizsekretär, St. Gallen.
Fritz Roth, Fürsprecher, Bern.
Dr. *Albert Schatz*, Rechtskonsulent der Schweiz. Bankgesellschaft, St. Gallen.
Ernst Zimmermann, Notar, Burgdorf.

Robert van Aken, avvocato, Lugano.
Victor Schmid, Notar, Baden.
Dr. *Karl Guggenheim*, Kantonsgerichtsschreiber, St. Gallen.
Dr. *Paul Altwegg*, Regierungsrat, Frauenfeld.
Dr. *Robert Keller*, Staatsanwalt, Frauenfeld.
Dr. *Jakob Müller*, Advokat, Frauenfeld.
Dr. *Max Labhart*, Gerichtsschreiber, Romanshorn.
Hans Marti, Notar, Bern.
Hermann Gautier, notaire, Tavannes.
Paul Jacot, notaire, Sonvilier.
Hans Born, Notar, Bern.
Samuel Haldemann, Notar, Biglen (Bern).
Hans Stauffer, Notar, Thun.
Joh. Jost, Notar, Wimmis.
Samuel Haerdi, Notar, Bern.
Otto Maybach, Notar, Bern.
Carl Haldimann, Notar, Lützelflüh.
Alex Schwab, Notar, Wohlen (Bern).
Fritz Leuenberger, Notar, Wangen a. A.
Hermann Neuhaus, Notar, Thun.
Fritz Christen, Notar, Rohrbach.
Walter Morgenthaler, Notar, Langenthal.
Hans Frieden, Notar, Biel.
Gottfried von Aesch, Notar, Grossaffoltern.
Ernst Ramseyer, Notar, Bern.
Ernst Roth, Notar, Bern.
Otto Müller, Notar, Bern.
Paul Hofer, Notar, Oberdiessbach.
Gérald Siegfried, notaire, Delémont.
Eduard Wenger, Notar, Biel.
Emil Wenger, Notar, Erlach.
Adolf Ruetsch, Notar, Laufen (Jura).
Fritz Benoit, notaire, Tramelan-dessus.
Hans Häuptli, Notar, Bern.
Adolf Michel, Notar, Interlaken.
Joh. Mühlemann, Notar, Meiringen.
Emil Freiburghaus, Notar, Laupen (Bern).

Gottfried Freudiger, Notar, Heimiswil.
Werner Gempeler, Notar, Gümmenen.
Louis Wildbolz, Notar, Bern.
Edouard Genet, notaire, Aigle.
P. Louis Servien, notaire, Yverdon.
Louis Reymond, notaire, Orbe.
Marcel Eperon, notaire, Vallorbe.
Adolphe Monod, notaire, Vevey.
François Michaud, notaire, Le Sarraz.
Robert Maron, notaire, Montreux.
Traugott Christen, notaire, Le Sentier.
Marius Bolens, notaire, Cossonay.
Werner Flückiger, notaire, Nidau.
Ernest-Arnold Bolle, notaire, La Chaux-de-Fonds.
Jules Raemy, notaire, Fribourg.
Arnold Campiche, notaire, St-Croix.
Ernest Badan, notaire, Cossonay.
Emile Dubris, notaire, Aigle.
Marcel Challet, notaire, Renens.
Ernest Ducret, notaire, Moudon.
Louis Brélaz, notaire, Morges.
Samuel Valloton, notaire, Morges.
Ernest Gonvers, notaire, Morges.
Ami Rattaz, notaire, Morges.
Charles Chêne, notaire, Rolle.
Jean Noguet, notaire, Vevey.
Victor Veyre, notaire, Echallens.
Emile Jaton, notaire, Lausanne.
Robert Pilet, notaire, Lausanne.
Henri Munoz de Léon, notaire, Lausanne.
Marcel Mandrin, notaire, Montreux.
Gustave Jaillet, notaire, Vallorbe.

VII.

Vu le nombre des orateurs inscrits et l'importance des sujets à l'ordre du jour, le Président recommande aux rapporteurs d'être aussi concis que possible. Le pre-

mier tractandum „De l'acte authentique en droit civil suisse" ne sera traité que jusqu'à 11 h. A cette heure, le Président arrêtera la discussion pour passer au deuxième tractandum „Etat de la question du Tribunal administratif fédéral".

VIII.

Der Referent Herr Prof. Dr. *Mutzner*, Zürich, gibt einleitend folgende Zusammenfassung und Ergänzung seines gedruckt vorliegenden Referates über

Die öffentliche Beurkundung im schweizerischen Privatrecht.

Die Mitwirkung staatlicher Organe bei der Begründung, Erhaltung, Abänderung oder Aufhebung von Rechten, die man gewöhnlich als Ausübung der nichtstreitigen oder der freiwilligen Gerichtsbarkeit bezeichnet, gehört als solche dem öffentlichen Rechte an. Infolge der staatsrechtlichen Überordnung des Bundes über die Kantone kann aber ein ernstlicher Zweifel darüber nicht bestehen, dass das Bundesrecht auch hinsichtlich der nichtstreitigen Gerichtsbarkeit nach Wortlaut oder Auslegung alles das vorschreiben kann, was zur Verwirklichung des der Gesetzgebungshoheit des Bundes unterstehenden Privatrechts notwendig ist. Bei der öffentlichen Beurkundung geht das Bundesrecht in dieser Richtung weniger weit, als auf den meisten andern Gebieten der nichtstreitigen Gerichtsbarkeit (öffentliche Bücher und Register, Vormundschaftswesen etc.). Es begnügt sich im Allgemeinen damit, auf diese Hilfseinrichtung des öffentlichen Rechtes zu verweisen. Das ändert jedoch nichts an der entscheidenden Tatsache, dass die Kantone verpflichtet sind, die von ihnen verlangte öffentlichrechtliche Hilfe so zu gewähren, dass die eidgenössische Privatrechtsordnung in vollem Umfange verwirklicht werden kann. Demgemäss ist jeder Kanton verpflichtet, dafür zu sorgen, dass alle Willenserklärungen, für die das

Bundesprivatrecht die öffentliche Beurkundung verlangt, auf seinem Gebiete in dieser Form abgegeben werden können, und ein in einem Kanton rechtsgültig zustande gekommenes subjektives Privatrecht muss in der ganzen Schweiz anerkannt werden. Der letzte Satz ergibt sich ohne weiteres aus dem Umstande, dass die Schweiz ein einheitliches Privatrechtsgebiet bildet, während der erstere auf die Erwägung zurückgeht, dass auch im schweizerischen Vertragsrecht die Freiheit durchaus die allgemeine Regel bildet und eine Beschränkung der Vertragsfreiheit nur insoweit angenommen werden darf, als sie in der privatrechtlichen Gesetzgebung selbst vorgesehen ist. Eine Beschränkung mit Bezug auf die Form der abzugebenden Willenserklärung bedeutet aber noch keineswegs eine Beschränkung mit Bezug auf den Ort der Abgabe. Wenn aber das Bundesrecht eine örtliche Beschränkung nicht vorsieht, so können auch die Kantone sie nicht vorschreiben weil sie das Privatrecht nicht abändern können (Kodifikationsprinzip). So bestreitet denn auch meines Wissens niemand, dass z. B. ein Ehevertrag oder eine öffentliche letztwillige Verfügung überall in der Schweiz beurkundet werden kann, und dass das am Errichtungsort gültig zustande gekommene Rechtsgeschäft im ganzen schweizerischen Privatrechtsgebiete anerkannt werden muss.

Dagegen hat man eine Ausnahme von dieser allgemeinen Regel zu konstruieren versucht mit Bezug auf diejenigen Rechtsgeschäfte, die dingliche Rechte an Grundstücken zum Gegenstand haben. Man hat behauptet, dass die Vertragsfreiheit hier räumlich beschränkt sei, indem Willenserklärungen dieser Art nur vor der vom Kanton der gelegenen Sache als zuständig bezeichneten Urkundsperson rechtsgültig abgegeben werden könnten. Die geltend gemachten Argumente halten jedoch einer näheren Prüfung nicht stand. Aus dem öffentlichrechtlichen Charakter der freiwilligen Gerichtsbarkeit folgt noch nicht, dass die Kantone bei der Auf-

stellung der Kompetenzbestimmungen auf das Bundesprivatrecht keine Rücksicht zu nehmen hätten; sie haben sich vielmehr ihm anzupassen. — Auf das internationale Privatrecht, das den örtlichen Herrschaftsbereich der verschiedenen Privatrechtsordnungen gegen einander abgrenzt, kann man sich deshalb nicht berufen, weil die Schweiz für das in Frage kommende Vertragsrecht ein einheitliches Privatrechtsgebiet bildet. Übrigens beruht diese Berufung auf das internationale Privatrecht durchwegs auf einer Verwechslung der obligatorischen Verpflichtung mit der in Ausführung dieser Verpflichtung zu bewirkenden Veränderung des dinglichen Rechtsbestandes selbst. Für erstere gilt auch im Grundstücksverkehr sowohl nach der herrschenden Doktrin als nach der schweizerischen Gerichtspraxis der allgemein als Gewohnheitsrecht anerkannte Grundsatz locus regit actum. Der Kaufvertrag über Liegenschaften bewirkt aber zweifellos nur eine persönliche Bindung und keine Änderung des dinglichen Rechtsbestandes, weshalb auch das Bundesgericht Klagen aus solchen Verträgen immer als persönliche, unter Art. 59 BV fallende Ansprachen, erklärt hat. Die bekämpfte Freizügigkeit der öffentlichen Urkunde muss also sogar im Verhältnis zum Auslande anerkannt werden, soweit die persönliche Bindung in Frage kommt (Art. 1 Absatz 3 ZGB).

Auch der Einwand, es dürfe dem Kanton der gelegenen Sache die Anerkennung der Urkunde nicht zugemutet werden, ist insoweit ohne weiteres hinfällig, als lediglich privatrechtliche Wirkungen unter den Vertragsschliessenden selbst in Frage kommen. Soweit aber die öffentliche Urkunde als Grundlage für den Grundbucheintrag in Betracht kommt, verlangt ihr Zweck, dass der Vertragsinhalt genügend präzisiert sei, um dem Grundbuchführer ohne besondere Schwierigkeiten die verlangten Eintragungen zu ermöglichen. Während es für die persönliche Gebundenheit genügt, dass die Urkunde die Elemente des Vertrages enthält und im Streite der Par-

teien über die Auslegung des Vertrages oder über den Vorbehalt von Nebenpunkten die richterliche Entscheidung in Anspruch genommen werden kann, muss der Grundbuchführer von Anfang an eine klare Situation vor Augen haben. Und da die Kantone für die Grundbuchführung verantwortlich sind, müssen sie auch befugt sein, Verträge, die nach ihrer Auffassung wegen ungenügender Präzision des Vertragsinhaltes keine zuverlässige Grundlage für die Grundbuchführung bilden, zurückzuweisen. Die persönliche Gebundenheit der Parteien wird dadurch nicht berührt, vielmehr gehört in diesem Falle die Neuabfassung des Vertrages in einer Weise, die die Eintragung im Grundbuch ermöglicht, mit zur Erfüllung der übernommenen persönlichen Verpflichtung, sie ist der Anfang ihrer Ausführung.

Dass der Urkundsperson das in Frage kommende Grundstück bekannt sein müsse, ist nicht notwendig. Tatsächlich kennt auch die Urkundsperson am Ort der gelegenen Sache das Grundstück jedenfalls in allen grösseren Ortschaften nur auf Grund der Einträge im Grundbuch, und die an einem andern Orte wohnende Urkundsperson kann sich diese Kenntnis auf Grund von Auszügen aus dem Grundbuche verschaffen.

So erweisen sich denn alle Momente, die man zu dem Zwecke herangezogen hat, um eine Ausnahme von der allgemeinen Regel zu begründen (eine Ausnahme im Sinne einer Verkehrsbeschränkung, wie sie in keinem andern Lande vorkommt und sogar für den international-privatrechtlichen Verkehr von Doktrin und Praxis verworfen wird) als unzulänglich.

M. le Dr. *B. Bertoni*, avocat à Lugano, co-rapporteur français, ne veut pas revenir sur les thèses et conclusions qui font l'objet de son rapport imprimé. Il entend seulement retenir les échos qui lui sont parvenus au sujet de ces thèses. On a dit que la question de l'acte authentique n'était pas tellement urgente qu'il faille prendre de nouvelles dispositions législatives touchant aux résultats

acquis dans les cantons, et que d'ailleurs le peuple suisse n'aime pas changer ses lois sans nécessité. MM. les notaires ont mobilisé contre les tendances qui toucheraient à leurs intérêts privés. L'orateur reconnaît que la stabilité de la législation est un principe louable. Mais lorsqu'il s'agit de lois d'application cantonales pour l'élaboration desquelles on manquait de temps et d'expérience, il ne faut pas craindre d'ouvrir la voie à des révisions, surtout si ces lois ne correspondent pas à la volonté du législateur fédéral.

Il est partisan absolu de l'organisation du notariat comme une fonction spéciale et importante de l'Etat. Le notariat a une fonction préventive des procès, comme il a aussi son importance au point de vue de l'éducation des masses. Il est nécessaire de spécialiser la fonction notariale. Pourtant, les intérêts de classe des notaires ne doivent pas être le principal obstacle aux améliorations juridiques nécessaires.

L'orateur admet qu'il n'est pas opportun de toucher aux principes généraux du CCS. La notion de l'acte authentique est assez connue pour qu'il soit nécessaire de la définir à nouveau dans la loi. En se basant à la fois sur les art. 52 et 55 titre final, le Conseil fédéral peut inviter les cantons à réviser leurs dispositions sur l'acte authentique d'une façon autant que possible uniforme. Par ce moyen, on ne précipiterait pas les solutions. On provoquerait ainsi un état de conscience dans les milieux intéressés, et la révision ne dépasserait pas les mesures nécessaires, tout en donnant satisfaction aux besoins généraux actuels.

Herr Prof. Dr. *Blumenstein* will sich nur zur Frage der örtlichen Zuständigkeit, und nur von der Betrachtungsweise des öffentlichen Rechtes aus äussern. Im zwischenstaatlichen Verkehr bedeutet die Kompetenzfrage eine Frage der Gebietshoheit. Der Staat hat sie über ein Individuum, wenn er die tatsächliche und rechtliche Gewalt hat, ihm seinen Willen aufzudrängen. Ist

der Gegenstand des notariellen Vertrages ein Mobile, so ist die Gebietshoheit gegeben, wenn der Staat die Person dessen, der den Akt vornehmen will, in seinem Gewaltbereich hat; handelt es sich um ein Immobile, so kann ihm dieses, als gelegene Sache, nicht entzogen werden. Wo die öffentliche Beurkundung vorgenommen werden müsse, ist also einfach eine Ableitung aus der Frage der Gebietshoheit. Der beispielsweise Hinweis auf Frankreich und Deutschland zur Unterstützung der Auffassung des Herrn Referenten ist irrig: Frankreich ist ein Einheitsstaat, da ist die Freizügigkeit für die öffentliche Beurkundung gegeben; in Deutschland ist zwar die Instanz für die öffentliche Beurkundung landesgesetzlich geregelt, aber das Verfahren wenigstens ist einheitlich geordnet im Gesetz über die freiwillige Gerichtsbarkeit. Mit dem Herrn Referenten besteht Einigkeit darüber, dass das Verfahren der öffentlichen Beurkundung öffentliches Recht ist. Da sind die Kantone souverän, soweit sie nicht verfassungsmässig beschränkt sind (Art. 3 BV); mit ihrer öffentlich-rechtlichen Ordnung dürfen sie nicht in die Rechtsordnung des Bundes störend eingreifen. Das tun sie auch nicht, wenn sie die örtliche Kompetenz nach ihrem Ermessen regeln. Wollte der Bundesgesetzgeber die Freizügigkeit der öffentlichen Beurkundung aufstellen, so hätte er das ausdrücklich tun können, wie er im Ehescheidungsrecht gewisse prozessuale, in andern Gebieten verwaltungsrechtliche Bestimmungen, im Recht der letztwilligen Verfügungen Vorschriften über die öffentliche Beurkundung erlassen hat. Wo also der Zivilgesetzgeber das Verfahren den Kantonen nicht freilassen zu können glaubte, hat er selbst regelnd eingegriffen, d. h. überall da, wo er es, auf öffentlich-rechtlichem Gebiete, im Sinne der Verwirklichung des Privatrechtes für nötig erachtete. Das Übrige ist den Kantonen zur Ordnung überlassen, ohne dass sie damit in das Gebiet des Bundes übergreifen würden. Auf Grund der Art. 52/53 SchlT den Kantonen bestimmte Vorschriften zu machen oder

sie zum Erlasse solcher zu veranlassen, geht im Gebiete der öffentlichen Beurkundung nicht an; sie ist durch Art. 55 SchlT den Kantonen schlechthin überlassen, der als lex speciales den Art. 52/53 als leges generales gegenübersteht.

Herr Dr. *Ems*, Gerichtspräsident, Murten, folgert aus der Zivilgesetzgebungsgewalt und dem Gesetzgebungswillen des Bundes, dass jedes beurkundungsbedürftige Rechtsgeschäft in jedem Kanton ohne örtliche Beschränkung öffentlich beurkundet werden könne. Er glaubt jedoch nicht, dass das je ein Kanton über Liegenschaftskäufe verweigert habe, wenn die Parteien in einem andern Kantone wohnten. Wenn sie gehörige Vollmachten ausstellen, so werde im Kanton Freiburg die Beurkundung vorgenommen, auch wenn die Parteien auswärts wohnen. Die Freizügigkeit der öffentlichen Beurkundung könnte nur zur Hebung des Berufsnotariates beitragen dadurch, dass diejenigen Kantone, welche ihm fremd oder ablehnend gegenüberstehen, dazu gebracht würden, höhere Anforderungen an die mit der öffentlichen Beurkundung beauftragten Beamten zu stellen.

M. le professeur Dr. *Guisan*, Lausanne, remercie les rapporteurs et les orateurs d'avoir approfondi un sujet aussi intéressant. Il se bornera à discuter un seul point: quel sera l'officier public compétent pour la rédaction des actes relatifs au transfert des droits réels? Le point de vue professionnel joue certes un grand rôle pour la solution de cette question, mais ce n'est pas le point de vue principal.

Si nous nous plaçons au point de vue juridique populaire, la thèse de M. Mutzner choque, parce que nous avons une idée bien marquée de la connexion intime existant entre la puissance de l'Etat et l'immeuble. A ce sujet, il faut faire une différence entre les meubles et les immeubles, cette idée de connexité n'apparaissant pas pour les premiers.

En se plaçant au point de vue théorique, on peut se

poser les deux questions suivantes: la thèse de M. Mutzner est-elle de droit désirable, ou alors veut-elle être de droit d'interprétation?

Si elle est de droit désirable et pratique, le rapport de M. Mutzner n'en signale pas assez les inconvénients pratiques. Jusqu'à ce jour, le système actuel n'a pas donné de si mauvais résultats. Les actes relatifs aux immeubles ne sont pas journaliers. Il est conforme à nos traditions juridiques nationales de ne pas trop faciliter les transactions immobilières. Il n'a y pas de nécessité pratique à changer le système actuel.

L'orateur croit que M. Mutzner se place au point de vue de l'interprétation. Dans ce cas, il part de notions qui ne sont pas assez étudiées. Le CCS réserve aux cantons les questions de forme de l'acte authentique. Il ne pose qu'un minimum d'exigences et de conditions; le surplus est laissé dans la compétence cantonale. M. Guisan conteste que le droit fédéral veuille que les parties aient le droit de conclure un acte authentique dans n'importe quel lieu. Il ne trouve rien dans la loi à ce sujet. Au contraire, l'art. 106 CCS par exemple impose la déclaration de promesse de mariage dans un lieu bien déterminé.

Le choix de l'officier public compétent a toujours été admis comme une question de forme. Or, l'art. 55 titre final réserve les questions de forme aux cantons; c'est donc à ces derniers à déterminer la personne compétente pour la rédaction de l'acte authentique relatif à des immeubles situés sur leur territoire. Il faut reconnaître que le législateur n'a pas fixé la question de droit intercantonal: quel est l'officier public compétent pour la rédaction de cet acte? Cette question n'étant pas réglée au fédéral, c'est le droit traditionnel suisse qui doit donner la voie à suivre. Or ce droit a toujours considéré les transactions immobilières comme un seul tout, sans distinguer entre l'acte obligatoire et le transfert de la propriété immobilière (acte de droit réel). Dans cette

question, il ne faut pas s'occuper du droit étranger. Notre droit immobilier suisse n'admet pas cette distinction. L'interprétation de l'art. 665 CCS ne laisse d'ailleurs aucun doute à ce sujet. Aux termes de cet article, le juge peut ordonner l'inscription au Registre foncier. Le contrat de vente immobilier constitue donc plus qu'une obligation ordinaire; il autorise à demander une mise en possession par le juge (caractère réel du contrat).

Cette distinction entre l'acte obligatoire et le transfert de la propriété ne peut être qu'une opinion théorique et non pratique. On ne peut pas obliger quelqu'un à passer un certain contrat comme le voudrait la thèse de M. Mutzner. La tradition suisse, qui a toujours considéré les transactions immobilières comme un tout, doit être suivie.

Comme conclusion, M. le professeur Guisan tient à constater qu'il n'y a pas de motifs pratiques pour admettre les thèses des rapporteurs. Au point de vue de l'interprétation, l'art. 55 titre final semble être assez catégorique pour laisser aux cantons les questions de forme et la question du choix des officiers publics compétents pour la rédaction des actes authentiques.

Herr Prof. Dr. *Th. Guhl*, Bern, hat schon in einem Referat für den Verein der schweizerischen Notare (Sitten 1920) zur Frage der Freizügigkeit der öffentlichen Beurkundung Stellung genommen, und diese aus praktischen und theoretischen Gründen abgelehnt. Nach dieser Richtung geht die historische Entwicklung in der Schweiz seit über hundert Jahren, wie ihr auch die Wissenschaft zustimmt (Wieland, Egger, Bumenstein). Richtig ist, dass sich Schwierigkeiten ergeben können für die öffentliche Beurkundung, wenn Liegenschaften in mehreren Kantonen Vertragsgegenstand bilden. Hier muss allerdings eine Lösung gefunden werden. Da es sich dabei um eine interkantonale Frage handelt, kommt entweder der Weg des Konkordates, oder der Regelung durch Bundesgesetz in Betracht, wobei die Urkundsperson des-

jenigen Kantons, in welchem der grössere oder der wertvollere Teil der Liegenschaft sich befindet, oder des einen oder des andern Kantons als zuständig erklärt werden muss. Aber das sind Ausnahmefälle, welche nicht die Regel beherrschen dürfen.

Hinsichtlich der praktischen Bewährung der Lösung der Herren Referenten erheben sich schwere Bedenken. Die Anforderungen, welche die Kantone an die öffentliche Beurkundung stellen, sind ausserordentlich verschieden: von der blossen Verurkundung der Unterschrift bis zum völlig durchgebildeten Beurkundungssystem. Die Folge der Freizügigkeit würde sein, dass Spekulanten, Liegenschaftenmakler usw. sehr bald diejenigen Kantone zur öffentlichen Beurkundung aufsuchten, wo sie am raschesten und leichtesten, unter Schädigung des Publikums, den Zweck der öffentlichen Beurkundung illusorisch machen könnten.

Die These V des Herrn Referenten öffnet die Möglichkeit, dass der Kanton der gelegenen Sache an den Inhalt des beurkundeten und im Grundbuche einzutragenden Vertrages weitere Erfordernisse stellt, als sie am Orte der Beurkundung verlangt waren. Das wird zur Folge haben, dass man eben von Anfang an doch den Notar am Orte der gelegenen Sache aufsucht, und damit wird die Freizügigkeit illusorisch. Anderseits ist eine doppelte öffentliche Beurkundung des gleichen Vertrages, das erste Mal zum Schutz der Parteien, das zweite Mal als Voraussetzung für die grundbuchliche Behandlung, theoretisch kaum richtig und praktisch zu verwerfen. Ein Notar, der etwas auf sich hält, wird es ablehnen, nochmals zu beurkunden, was ein anderer in gleicher Form schon beurkundet hat; und die Parteien, denen man diese Doppelspurigkeit zumutet, werden solchen Formalismus und unnütze Kostenmacherei nicht verstehen und die Grundbuchführung dafür verantwortlich machen. Vom Standpunkte der Grundbuchführung aus ist nur die bisherige Ordnung annehmbar.

Herr Prof. Dr. *Burckhardt*, Bern, hält es für unrichtig, daraus, dass das ZGB den Kantonen die Form der öffentlichen Beurkundung überlässt, zu schliessen, dass ihnen auch die Bestimmung der örtlichen Kompetenz anheimgestellt sei. Das ist eine interkantonale Frage, die nicht jeder Kanton nach seinem Gutfinden ordnen kann, wo vielmehr die bundesrechtliche Regelung eingreifen muss. Es ist heute eine Frage der Auslegung, wobei Gründe der Billigkeit und des praktischen Ergebnisses in Rücksicht fallen werden. Der Fortschritt wird sicher im Sinne der Freiheit liegen. Die Grundstücke sind allerdings von altersher als besonders schützenswerte Vermögenswerte behandelt worden. Diese Sonderbehandlung hat sich überlebt, Verträge über bewegliche Sachen können viel grössere Gefahren in sich schliessen. Über die Auslegung mag man auseinandergehen. Hervorzuheben ist aber jedenfalls, dass dieser zur Spezialerörterung gemachten Frage nicht die Bedeutung zukommt, die man ihr nach der heutigen Aussprache beilegen möchte. Die Regel wird doch immer die bleiben, dass Verträge über Grundstücke dort geschlossen und beurkundet werden, wo das Grundstück liegt.

In seinem Schlusswort tritt der Referent, Herr Prof. *Mutzner*, den von Herrn Prof. Guhl vorgebrachten Bedenken entgegen. In den meisten Fällen werden schon bei der ersten Beurkundung auch die Vorschriften des Kantons der gelegenen Sache über den Vertragsinhalt beachtet werden. Übrigens sei der Nachteil einer zweiten Verurkundung für die Grundbuchführung nicht einzusehen, vielmehr sei diese Lösung geeignet, dem Grundsatze pacta sunt servanda Nachachtung zu verschaffen. Der Grundbuchführer könne dann, so gut wie der Registerführer, eine Bescheinigung darüber verlangen, dass der aus einem andern Kanton vorgelegte Vertrag den Beurkundungsvorschriften des Errichtungsortes entspreche, ohne dass er deshalb 25 verschiedene kantonale Beurkundungsrechte kennen müsse. Keinesfalls spielen alle

aufgeworfenen Bedenken eine Rolle für den Vorvertrag, der ohnehin nicht als Grundlage für die Grundbucheintragung in Betracht falle. Ein agere in fraudem legis sei begrifflich ausgeschlossen. Denn die zu beobachtende lex sei gleichbedeutend mit dem eidgenössischen materiellen Privatrecht; die am Orte des Vertragsschlusses geltenden Beurkundungsvorschriften seien nur ein Hilfsmittel zu ihrer Verwirklichung. Bei bisher abweichenden Übungen sollte die Rechtsvereinheitlichung auch hier im Sinne der Anerkennung grösserer Freiheit durchgeführt werden.

Le Président propose à l'assemblée de ne pas émettre pour l'instant de vote sur les thèses des rapporteurs. Il estime que la question, d'une grande portée tant juridique que pratique, n'a pas été épuisée et qu'on a fait que discuter une question de principe. M. le professeur Mutzner se range à la manière de voir du Président, attendu que la discussion est interrompue sans avoir été épuisée.

La proposition du Président est adoptée à l'unanimité.

M. le Dr. *Bertoni* remercie les orateurs d'avoir apporté le meilleur argument à sa 3e conclusion: les spéculateurs donnent la preuve que les cantons doivent être ramenés dans les prescriptions légales des art. 52 et 55 titre final.

Le Président remercie les rapporteurs pour leurs travaux si intéressants, qui ont provoqué une discussion très instructive et très suivie.

IX.

Das Wort erhält Herr Prof. Dr. *F. Fleiner*, Zürich, zur Berichterstattung über den

gegenwärtigen Stand der eidgenössischen Verwaltungsgerichtsbarkeit.

Die Vorarbeiten für ein eidgenössisches Verwaltungsgericht gehen auf das Jahr 1903 zurück, als Herr Bundes-

rat Brenner den Auftrag zur Ausarbeitung einer Vorlage, die auch die Verfassungsfrage berücksichtigen sollte, erteilte. Alsbald machten sich Widerstände geltend, welche ein Weiterarbeiten hemmten. Es war das persönliche Verdienst Herrn Bundesrat Hoffmanns, dass er nach der Übernahme des eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes die Angelegenheit wieder in Fluss brachte und Bundesrat und Bundesversammlung von der Notwendigkeit eines eidgenössischen Verwaltungsgerichtes überzeugte. In der Volksabstimmung vom 23. Oktober 1914 wurde dann der Art. 114 bis BV angenommen, und damit die verfassungsmässige Grundlage für die Schaffung dieses Gerichtes gegeben. Herr Bundesrat Müller, der der Frage anfänglich sehr skeptisch gegenübergestanden war, hat als Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartementes einen eigentlichen Gesetzesentwurf vorgelegt und die zur Beratung einberufene Expertenkommission präsidiert.

Heute hat der Bürger bei Streitigkeiten mit der Verwaltung wohl den Beschwerdeweg an Verwaltungsorgane, aber keine von der Verwaltung losgelöste unabhängige richterliche Instanz, vor welcher er als gleichberechtigte Prozesspartei mit jener auftreten und seine Interessen verfechten kann. Das Verwaltungsgericht soll diese Lücke ausfüllen, das Rechtsschutzbedürfnis des Bürgers bei Streitigkeiten mit der Verwaltung befriedigen. Nicht greift diese Gerichtsbarkeit ein in die freie Regierungstätigkeit, in das Gebiet des freien Ermessens der Verwaltungsbehörden, in das Gewaltverhältnis des Bundesrates über die Bundesbeamten und -Angestellten. Die Materien, die in die eigentliche Regierungskompetenz fallen, so die Massnahmen für die Sicherheit des Landes, die militärische Kommandogewalt, bleiben ihr entzogen.

Das führt auf eine im Vordergrunde der Diskussion stehende Frage: diejenige nach der Ausscheidung der verwaltungsgerichtlichen Zuständigkeit. Soll die Gene-

ralklausel, oder die Enumerationsmethode zur Grundlage genommen werden? Mit letzterer haben seinerzeit viele (namentlich deutsche Mittel-) Staaten angefangen; sie sind durch die Entwicklung zu jener gedrängt worden. Der Enumerationsmethode haftet der grosse Nachteil an, dass der Gesetzgeber die Streitfallmöglichkeiten der Zukunft gar nicht voraussehen kann. Irgend eine verborgene Bestimmung eines Gesetzes kann plötzlich überragende Bedeutung erlangen; bei jedem neuen Verwaltungsgesetze muss geprüft werden, welche seiner Bestimmungen Anlass zu Streitigkeiten geben, und welche derselben, einzeln und abschliessend aufgezählt, dem Verwaltungsgerichte zur Beurteilung zugewiesen werden können. Schon äusserlich entsteht da ein blosses Mosaik, keine organisch geschlossene Ordnung. In der Vermeidung dieser Gefahr liegt der Wert der Generalklausel. Sie sichert in weitestem Umfange dem Bürger ein Gericht, vor dem ihm die Verwaltungsbehörde in gleichen Rechten mit ihm Recht stehen muss. Sie würde auch dem Schutze entsprechen, den das Bundesgericht auf Grund des Art. 113 BV in steter Praxis gegen die Verletzung verfassungsmässiger Rechte entwickelt hat, eine Praxis, auf die wir stolz sind, und in deren Sinn auch das Verwaltungsgericht weiter bauen soll.

Eine zweite Streitfrage ist, ob auch die Entscheidungen des Bundesrates der verwaltungsgerichtlichen Kontrolle unterstellt werden können. Das Bundesgesetz über die Organisation der Bundesverwaltung vom 26. März 1914 hat den Bundesrat ermächtigt, bestimmte Geschäfte den Departementen oder den ihnen unterstellten Amtsstellen zur Erledigung zuzuweisen, unter Vorbehalt der Beschwerde im ordentlichen Instanzenzuge an ihn. Von dieser Delegationsfreiheit ist in weitgehendem Masse Gebrauch gemacht, zahlreiche Materien sind an die Departements- und Abteilungs-Vorstände übertragen worden, und die Entscheidungsbefugnis ist tatsächlich an sie übergegangen. Im Beschwerdeverfahren wird der

Bundesrat zunächst auf die Berichterstattung der beschwerdebeklagten Instanz angewiesen, und der Beschwerdeführer, bei aller Gewissenhaftigkeit der Verwaltungsorgane, vom Gefühl des minderen Rechtes nicht zu befreien sein. Im eigenen Interesse müsste der Bundesrat die verwaltungsgerichtliche Entscheidung wünschen. Jedenfalls liegt es in der Richtung der Entlastung für ihn und der organischen Entwicklung der Bundeseinrichtungen, wenn die Entscheidungen der Departemente und Abteilungsvorsteher unmittelbar an das Verwaltungsgericht weitergezogen werden, eine Forderung, über deren Berechtigung wohl kein Streit besteht. Nun steht es aber im Ermessen des Bundesrates, wie weit er seine Entscheidungsbefugnis an die Departemente oder an die Abteilungsvorstände übertragen will; er kann sie jederzeit auch wieder an sich ziehen. Blieben seine eigenen Entscheidungen dem Weiterzuge an das Verwaltungsgericht entrückt, so würde dessen Zuständigkeit einfach auf dem Verordnungswege durch die oberste Verwaltungsinstanz nach deren Ermessen erweitert oder beschränkt oder auch aufgehoben werden können. Der damit verbundenen Gefahr einer Missdeutung seiner Beschlüsse beugt die Unterstellung der Entscheidungen auch des Bundesrates unter den Zug an das Verwaltungsgericht vor. Sie liegt ferner im Sinne eines weitestgehenden Rechtsschutzes der Bürger und der Folgerichtigkeit, denn die durch Delegation an die Departemente und Abteilungsvorstände übertragene Entscheidungsbefugnis bleibt ihrer Natur nach doch bundesrätlicher Kompetenz. Im Bundesrate selbst geht die Meinung allerdings auf Ablehnung dieses Begehrens. Wird die Kontrolle zugestanden, dann kann es sich doch immer nur um die Prüfung handeln, ob das eidgenössische Recht richtig angewendet, oder ob Rechtsnormen verletzt worden seien.

Ein dritter Punkt beschlägt die Verbindung von Verwaltungsgericht und Disziplinargericht. Bei der heutigen Entwicklung des Beamtentums im Bunde

kommt dem Disziplinarrecht sehr erhebliche Bedeutung zu. Insbesondere verlangt der Beamte Rechtsschutz gegen unbegründete Entlassung, die nur durch ein unabhängiges Gericht sollte ausgesprochen werden dürfen. Heute entscheidet darüber der Bundesrat nach Untersuchung des Falles unter allseitiger Würdigung der Umstände. Ausschlaggebend ist aber nicht, dass er auf Grund eingehender Prüfung sachlich entschieden habe, sondern dass er als oberstes Organ des Verwaltungskörpers dem Beamten als Partei, und darum sein Urteil als nicht unbefangen erscheint. Der notwendige Rechtsschutz im Streite mit der Verwaltung muss dem Beamten durch ein unabhängiges Gericht geboten werden. Entlassung und Versetzung in das Provisorium dürfen nur von einem solchen verhängt werden. Für leichtere Disziplinarfälle — worüber das Gesetz die Abgrenzung vorzunehmen hätte — könnte die Möglichkeit des Rekurses an dieses Gericht ausreichen. Wird den Beamten der Schutz gegen die Ungleichstellung versagt, so werden sie, sachlich unrichtig, ihn auf politischem Boden und durch politische Massnahmen suchen, nicht zum Vorteil der Verwaltung. — Das Disziplinargericht wird wohl am richtigsten mit dem Verwaltungsgericht verbunden. Nur damit wird eine klare und einfache Organisation, ein wirklich nach allen Seiten unabhängiges Gericht geschaffen. Bei Errichtung eines besonderen Disziplinargerichtes würde sich sofort die Frage erheben, ob und in welchem Verhältnisse die Beamten als Interessenpartei bei der Zusammensetzung des Gerichtes berücksichtigt werden, ob also das Prinzip der gewerblichen Schiedsgerichte auch hier Eingang bekommen solle. Das wäre eine Entwertung der Garantie richterlicher Unabhängigkeit, die vermieden werden muss.

In die Zuständigkeit der Verwaltungsgerichtsbarkeit gehören die Zolltariffragen. Heute entscheidet darüber im Instanzenzug der Verwaltung abschliessend der Bundesrat. Auch hier ist der leitende Gesichtspunkt nicht

der, dass die Sachlage von den Verwaltungsorganen genau und richtig geprüft werde, sondern, dass der Bürger die Gewissheit haben kann, dass keine rein fiskalischen Erwägungen die Prüfung der Rechtsfrage trüben. Sie gibt ihm die Verwaltungsgerichtsbarkeit. Dagegen scheint für diese Streitsachen eine besondere Organisation angebracht. Ihre richtige Entscheidung setzt gewisse technische Kenntnisse und sachverständige Begutachtung voraus. Da liesse sich an einen eidgenössischen Zollrat denken, der so mit dem Verwaltungsgerichte verbunden würde, dass sein Präsidium aus diesem, seine übrigen Mitglieder (vom Bundesrate oder der Bundesversammlung) aus dem Kreise der Sachverständigen bestellt würden.

Von Anfang ist die Frage aufgeworfen worden, ob das Verwaltungsgericht mit dem Bundesgerichte verbunden, oder als selbständiges Gericht geordnet werden solle; auch an eine Vereinigung mit dem Versicherungsgerichte ist gedacht worden. Indessen geht die rechtsprechende Tätigkeit bei Verwaltungs- und Versicherungs-Streitigkeiten in Sache und Form so sehr auseinander, dass letztere Lösung als unangebracht bezeichnet werden muss. Das Folgerichtige würde die Verselbständigung des Verwaltungsgerichtes sein, mit einer beschränkten Zahl (vielleicht zum Teil nebenamtlicher) Richter. Die Tendenzen nach Zentralisation der Rechtsprechung im Bunde sind jedoch in Bundesrat und Bundesversammlung sehr stark, so dass selbst Herr Bundesrat Müller, ein eifriger Befürworter der Verselbständigung, seiner Überzeugung Ausdruck geben zu müssen glaubte, dass sie bei den gegenwärtigen Ansichten und Strömungen kaum erreichbar sein werde. Dann bleibt als zu verwirklichende Lösung praktisch doch nur die Angliederung an das Bundesgericht, etwa durch entsprechende Vermehrung der Mitgliederzahl der staatsrechtlichen Abteilung.

Die Hauptsache ist aber, bei aller ihrer Wichtigkeit,

diese Organisationsfrage nicht, sondern das, dass die Verwaltungsgerichtsbarkeit nun endlich einmal, und zwar auf dem Boden der Generalklausel, verwirklicht werde.

Die Opposition gegen den Gedanken der Verwaltungs- und Disziplinargerichtsbarkeit geht namentlich von einem Teil des Bundesrates und der Bundesbeamtenschaft aus. Es wird gefürchtet, dass durch sie die Autorität der Bundesbehörde geschmälert werde. Das ist ein Irrtum. Noch in keinem Staate, in dem diese Gerichtsbarkeit eingeführt wurde, hat sich eine derartige Folge herausgebildet. Auch bei uns wird es nicht geschehen. Schädigend wirken vielmehr die Angriffe auf die Verwaltung, weil sie als Partei Recht spreche und nicht nach rein sachlichen und rechtlichen Gesichtspunkten entscheide. Ihre Autorität wird vielmehr, namentlich im Gebiete des Disziplinarwesens, geradezu gestärkt werden, wenn eine unabhängige Instanz die richtige Handhabung des Rechtes garantiert und zwischen ihr und dem Bürger oder dem Beamten die Entscheidung fällt. Ausschlaggebend ist unter diesem Gesichtspunkte nicht die Pflichttreue der Bundesbehörden, sondern dass auch in der Demokratie die Verwaltung nicht gegen absolutistische Tendenzen gefeit ist, und dass gegen die daraus mögliche Gefährdung jedermann einen unabhängigen Richter finde.

Im Gegensatz zum Auslande kennen wir in der Schweiz das System der sog. Gleichgewichte nicht; es besteht einzig in der Gesetzgebung in der Form des Referendums, aber auch hier eben nur soweit, als ihm Bundeserlasse nicht, in Form des dringlichen Bundesbeschlusses usw., entzogen werden. Bei den (immer noch nicht abgegebenen) ausserordentlichen Vollmachten entscheidet der Bundesrat autoritativ, ob und in welchem Umfange er von ihnen Gebrauch machen will, und er hat unter Berufung auf sie sogar Verfassungsrecht ausgeschaltet. Im Bunde wird Kompetenz auf Kompetenz gehäuft, hypertrophisch Organ über Organ entwickelt. Ein Rechts-

schutz ist dagegen nicht ausgebildet worden. Wir dürfen die Bundeskompetenzen nicht immer und immer vermehren, wenn wir nicht gleichzeitig die notwendigen Rechtsschutzgarantien gegen ihre missbräuchliche Anwendung ausbauen. Man hat sich zu helfen gesucht durch Einführung von Kommissionen in der Bundesverwaltung, so bei der Stempelabgabe. Sie werden eingesetzt wie Verwaltungsgerichtskörper, sind aber reine Dekorationsstücke und verschleppen nur die Schaffung der Verwaltungsgerichtsbarkeit. Auf diesem Wege kommen wir höchstens zu Zersplitterung und Verwirrung. Wir müssen vielmehr einstehen für die organische Fortbildung unserer Bundeseinrichtungen im Sinne der Verwirklichung der Verwaltungs- und Disziplinargerichtsbarkeit. Auch das ist eine Arbeit pro patria! Wir überschreiten darum den uns gesetzten Rahmen nicht, wenn wir, im Hinblick auf die wachsende Vermehrung der Bundeskompetenzen, den dringenden Wunsch aussprechen, es möge den eidgenössischen Räten der Gesetzesentwurf über Errichtung einer eidgenössischen Verwaltungs- und Disziplinargerichtsbarkeit mit aller Beförderung vorgelegt werden.

Le Président tient à remercier chaleureusement M. le professeur Fleiner d'avoir répondu à l'appel du comité qui a sollicité le rapport en question, vu les nombreuses demandes de renseignements parvenues à ce sujet. Il soumettra au vote de l'assemblée le voeu émis par le rapporteur.

Herr Bundesrat *Häberlin* dankt Herrn Prof. Dr. Fleiner für die von ihm gegebene Aufklärung über die Hauptpunkte des Vorentwurfes. Sie waren Gegenstand einlässlicher Beratungen derjenigen Instanz, die sich im gegenwärtigen Stadium der Frage ex professo damit zu befassen hat, des Bundesrates. Dieser hat es für richtig gehalten, die Ansichtsäusserung des Bundesgerichtes einzuholen, das ihm eingehende (Mehrheits- und Minderheits-) Gutachten erstattet hat. Der Wechsel im Justiz-

departemente hat eine Verzögerung verursacht. Im Mai 1920 hat der Sprechende, unter Berücksichtigung der Vernehmlassungen des Bundesgerichtes, seine Vorschläge für Ausarbeitung eines endgültigen Entwurfes dem Bundesrate vorgelegt. Dieser hat sich seither wiederholt in eingehenden Beratungen damit beschäftigt, jedoch nicht in allen Hauptpunkten den Vorlagen zugestimmt, weshalb zunächst eine Umarbeitung vorgenommen werden muss. Der Bundesrat wahrt sich das Recht den eidgenössischen Räten eine Vorlage so zu unterbreiten, wie er sie für richtig hält.

Verschiedene Punkte sind noch nicht hinreichend abgeklärt. Die Organisationsfrage ist nicht die wichtigste; doch wird es von ihrer Lösung abhängen, ob das Verwaltungsgericht früher oder später eingeführt werden kann. Die beiden Hauptfragen, in denen von der Auffassung des Herrn Prof. Fleiner abgewichen wird, sind diejenige der Unterstellung der Entscheidungen des Gesamtbundesrates unter die Verwaltungsgerichtsbarkeit, und diejenige nach dem System: Generalklausel oder Enumerationsmethode. Eine Zusammenstellung über die Enumerationen ist an die Hand genommen. Vielleicht ist es nächstes Jahr möglich, unter Gegenüberstellung zweier Entwürfe die Sache nochmals zu erörtern. Massgebend wird schliesslich sein, was die Kommissionen der eidgenössischen Räte und die eidgenössischen Räte aufstellen und beschliessen werden. In manchen Staaten ist man wieder zur Enumerationsmethode übergegangen. Die ganze Angelegenheit ist heute in dem Stadium, das sie jetzt durchmachen muss, und wird ohne unzulässige Verzögerung weiter geführt werden. Sie ist aber nicht die einzige Aufgabe, die Departement und Bundesrat gegenwärtig zu behandeln haben. Es dürfte angebracht sein, die Entwicklung abzuwarten. Der von Herr Prof. Fleiner geäusserte Wunsch ist wohl gegenstandslos, immerhin kann er ja noch einmal ausgesprochen werden.

Le *Président* remercie M. le Chef du Departement fédéral de justice et police d'avoir bien voulu renseigner l'assemblée sur l'état actuel de la question du Tribunal administratif fédéral. Il donne ensuite lecture du voeu émis par M. le professeur Fleiner:

Der Schweizerische Juristenverein spricht im Hinblick auf die wachsende Vermehrung der Bundeskompetenzen den dringenden Wunsch aus, es möge den eidgenössischen Räten der Gesetzesentwurf über Errichtung einer eidgenössischen Verwaltungs- und Disziplinargerichtsbarkeit mit aller Beförderung vorgelegt werden. — Considérant l'augmentation constante des compétences de la Confédération, la Société suisse des juristes émet le voeu pressant qu'un projet de loi instituant un Tribunal fédéral administratif et disciplinaire soit soumis à bref délai aux Chambres fédérales.

Herr Prof. Dr. *Speiser*, Basel, weist unter Hinweis auf die Verhandlungen von gestern darauf hin, dass wir auf dem Gebiete der Fiskalgesetzgebung dringend nach der Verwaltungsgerichtsbarkeit rufen müssen. Es liegt etwas Tragisches darin, dass, nachdem Bundesrat und Volk sich über deren Notwendigkeit ausgesprochen haben, der Bund sich eines neuen grossen Verwaltungsgebietes (Bundessteuern) bemächtigt hat, ohne die nötigen Rechtsschutzgarantien für den Bürger zu schaffen. Nach den Erfahrungen der letzten Jahre hat das Publikum, das am Bunde mehr als genug zu enumerieren hat, nicht das Gefühl, dass die Beamten des Bundes und der Kantone eines besondern Schutzes bedürftig wären, wohl aber es selber. Es ist dringende Notwendigkeit, dass zunächst im Gebiete der Fiskalgesetzgebung, sowohl der bleibenden wie der vorläufig vorübergehenden Steuern, der Rechtsschutz geschaffen werde, wobei die richterliche Kompetenz wohl dem Bundesgerichte zugeteilt werden kann.

La discussion close, l'assemblée à l'unanimité se prononce pour le voeu émis par M. le professeur Fleiner, dans l'idée que le procès verbal des délibérations sera communiqué au Conseil fédéral.

X.

Choix du lieu de la prochaine assemblée.

Le Président rappelle l'invitation de la Société des juristes bernois qui avait demandé à organiser le congrès de cette année. Il propose de revenir à cette invitation et de confier aux juristes bernois l'organisation de l'assemblée de 1922.

Cette proposition est votée par applaudissements.

XI.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président déclare close la cinquante-sixième assemblée de la Société suisse des juristes.

Les secrétaires:

G. Capitaine, av. Dr. *Willwoll.*